

SEANCE PLENIERE

du

JEUDI 08 FEVRIER 2007

Soir

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 08 FEBRUARI 2007

Avond

La séance est ouverte à 18 h 26 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance: M. Marc Verwilghen

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Johan Vande Lanotte, Yvan Mayeur, Joëlle Milquet, Camille Dieu, Geert Lambert et Annelies Storms

Raisons de santé : Daniel Ducarme, Bruno Van Grootenbrulle, Philippe Collard, Yvette Mues, Annick Saudoyer et Guido Tastenhoye

Raisons familiales : Yvon Harmegnies

En mission : Stef Goris

À l'étranger : Geert Versnick

Gouvernement fédéral

Freya Van den Bossche, vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation : raisons de santé

André Flahaut, ministre de la Défense : OTAN (Séville)

Rudy Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique : en mission à l'étranger (États-Unis)

01 Proposition de résolution visant à assurer une haute qualité du service postal universel (2383/1-7)

- Proposition de résolution visant à encourager La Poste à assurer et à développer un service postal universel (2350/1-2)

- Proposition de résolution relative au maintien d'un service postal de qualité (1056/1-5)

Propositions déposées par: Mmes Karine Lalieux, Camille Dieu, Valérie De Bue et MM. Philippe De Coene et François Bellot (2383); M. Joseph Arens (2350); M. Roel Deseyn (1056).

Le **président** : Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces trois propositions de résolution. (*Assentiment*)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2383/7)

La discussion est ouverte.

01.01 Jean-Marc Delizée, rapporteur : Parfois, l'on s'interroge sur l'opportunité d'un rapport oral ou écrit. Mais, ici, le sujet est important.

La commission de l'Infrastructure a effectué un travail considérable pendant des mois. C'est un vaste débat, car le service universel est au cœur de notre modèle de société. L'État doit assurer à tous les citoyens l'accès aux services d'intérêt général (santé, éducation, transports en commun, logement, services postaux et téléphonie) et s'assurer que tous ces services indispensables sont accessibles pour chacun à un prix abordable.

Ce débat est d'actualité en ce qui concerne les services postaux, puisque la Commission européenne a déposé une proposition de directive postale, qui prévoit à la fois un service universel postal dans toute l'Union et la libéralisation complète du marché postal au 1^{er} janvier 2009.

Il a été procédé à de nombreuses auditions. Chacun a exprimé un grand attachement au principe même du service universel. Hormis le représentant de la Commission européenne et les consultants de *PricewaterhouseCoopers* (PWC), peu d'interventions ont largement soutenu la proposition de directive. Des craintes ont été émises quant au maintien d'un service universel de qualité qui puisse être viable financièrement avec les mécanismes proposés par la Commission européenne. L'écémage et l'augmentation des prix pour les clients de petite et moyenne importance ont également été dénoncés. Plusieurs intervenants demandent donc aux autorités belges d'être attentive du choix qu'elles opéreront pour financer le service universel afin que la libéralisation ne se traduise pas par une augmentation des prix. La Poste et les trois syndicats qui représentent le secteur ont demandé le report de la libéralisation dans son ensemble.

Les incertitudes générées par la proposition de directive appellent à de nouvelles études et de nouveaux examens par les États membres. Au stade actuel, notre Parlement demande au gouvernement de remettre en question la proposition de directive ainsi que la fixation d'une date d'ouverture totale du marché. Cette résolution a été votée à l'unanimité par la commission de l'Infrastructure. (*Applaudissements*)

01.02 **Roel Deseyn** (CD&V) : Nous déplorons l'absence du secrétaire d'État M. Tuybens. Avec M. Verwilghen, il est en effet responsable de la suite réservée à la résolution adoptée unanimement en commission.

Plusieurs propositions de résolution étaient à la base du texte qui a finalement été adopté. Celui-ci porte sur le maintien de la qualité des services postaux. Pour nous, cet objectif va plus loin que le service postal universel et concerne également la qualité de l'entreprise postale et l'ensemble du secteur postal. Il porte également sur l'organisation, l'emploi et le prix à payer par les particuliers, en constante augmentation. La suppression de la distinction entre les timbres Prior et non Prior entraîne une augmentation de prix manifeste, tout comme la simplification tarifaire opérée par l'alignement de différents tarifs existants. En outre, les tarifs spéciaux qui étaient proposés au moment de Noël sont supprimés. Les consommateurs paient donc les produits de base de La Poste de plus en plus cher, alors que celle-ci enregistre des bénéfices et alloue des dividendes.

À nos yeux, le maintien de la qualité des services postaux signifie que l'on garantisse une répartition suffisante desdits services, en d'autres termes, qu'il y ait suffisamment de bureaux postaux et de Points Poste. Nous n'ignorons pas qu'il convient de préparer l'avenir et qu'un tiers des bureaux postaux fonctionnent à perte mais, pour nous, cette réalité ne justifie nullement la fermeture de la moitié des bureaux. Des bureaux dont le fonctionnement et la rentabilité ne posent aucun problème sont d'ailleurs également touchés par les mesures de fermeture. Les Points Poste peuvent constituer une alternative, mais nous plaçons pour que la création d'un Point précède la fermeture du bureau correspondant. Le secrétaire d'État doit respecter les engagements qu'il a contractés en ce sens au Parlement.

Les Points Poste ne proposent toutefois qu'un assortiment limité de produits postaux et une grande incertitude règne encore quant aux contrats, rémunérations et bénéfices des partenaires. Ces problèmes provoquent aujourd'hui déjà des fermetures de Points Poste. Comment pouvons-nous assurer la propagation des Points Poste ? Le souci de la qualité des services postaux doit également s'étendre à cet aspect.

Les administrations locales doivent être associées à l'installation des Points Poste et il convient de s'assurer

préalablement que les communes sont en mesure de mettre un local à disposition. De nombreuses communes sont bel et bien disposées à consentir des efforts pour améliorer le service à la population.

Le projet de magasin de proximité, qui bénéficie d'aides européennes et régionales, offre des possibilités à La Poste. On note cependant une grande frilosité à l'idée de collaborer à ce projet.

Lorsque d'autres opérateurs pourront effectuer certaines activités postales, il conviendra de répartir la zone de chalandise de façon logique et transparente pour le consommateur. Le service universel ne doit pas être mis en danger.

Au critère de l'existence d'un bureau par commune, il convient d'ajouter celui de la distance maximale. Le texte ne définit aucun kilométrage pour la distance physique maximale, alors que nous avons présenté un amendement visant à fixer cette distance à 10 kilomètres.

Le rôle central joué par le facteur devrait également être mis en évidence. Actuellement, nous n'observons guère de réels engagements concrets en la matière. La qualité des services postaux est étroitement liée à celle de l'emploi.

Dans les pays voisins, la qualité de l'emploi est souvent insatisfaisante étant donné que la rémunération est souvent peu élevée, qu'il est fait appel à des mineurs d'âge et qu'une partie du personnel n'effectue ces activités postales qu'à titre complémentaire. L'emploi organisé avec le soutien de l'État doit être organisé d'une façon plus sociale. La Poste procède encore trop souvent à des dégraissages pour recruter du personnel moins onéreux. La libéralisation ne doit pas avoir pour effet de renforcer cette dérive.

Les chiffres relatifs à l'absentéisme et la question du respect des accords conclus dans les entreprises démontrent que ce débat revêt aussi des aspects communautaires. Les accords relatifs à la fermeture des centres de tri d'Ostende et de Libramont ont été respectés en ce qui concerne Ostende mais non pour ce qui regarde Libramont. La politique communautaire appliquée par le gouvernement a donc pour effet de monter les agents les uns contre les autres.

Quels coûts sont liés aux services universels ? Selon les rapports annuels de l'IBPT, il n'y aurait aucun surcoût pour l'entreprise mais on ne sait pas très bien quels chiffres étayaient cette affirmation. Je pense que le Parlement devrait disposer de ces données chiffrées afin de pouvoir consacrer à cette question un débat intellectuellement honnête.

J'espère que le gouvernement soumettra le point de vue du Parlement à la Commission européenne et qu'il sera répondu concrètement aux préoccupations exprimées. Comment organiser un mécanisme de compensation et comment empêcher que le budget d'un État membre soit grevé de la compensation due pour les services universels ? Nous demandons au gouvernement de répondre sur ce point avant de libéraliser pour d'autres opérateurs les envois de moins de 50 grammes.

La proposition de résolution a été adoptée à l'unanimité en commission. Néanmoins, la presse s'est fait l'écho de divers commentaires à son sujet. D'aucuns adoptent-ils des points de vue divergents ?

01.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : M. Deseyn prétend-il à présent que la Commission européenne doit formuler une nouvelle proposition ?

01.04 Roel Deseyn (CD&V) : Je me demande si de nouveaux éléments sont intervenus dans le débat. Abandonne-t-on les positions adoptées précédemment et quelles en sont les raisons ? Supposons que, lorsque toute la procédure de décision sera terminée, le Conseil européen ou la Commission européenne décide effectivement que la libéralisation définitive entre en vigueur à cet instant même : le dernier volet du marché postal sera alors également libéralisé.

01.05 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : La Commission européenne peut intervenir en qualité d'arbitre mais ne peut formuler de nouvelles propositions. Il s'agit là d'une compétence du Conseil des ministres et du Parlement européen. Par le biais de cette résolution, le Parlement belge charge le gouvernement de prendre

position dans le cadre de la codécision.

01.06 Roel Deseyn (CD&V) : Nous ne pouvons ignorer la proposition de la Commission européenne. Lorsqu'une décision sera prise, les points que j'ai évoqués s'appliqueront à la situation belge. Le mandat conféré à notre gouvernement n'engagera à rien mais selon le nouveau Règlement de la Chambre, cette résolution requiert un suivi. J'espère que les deux ministres compétents tiendront compte de ce mandat.

01.07 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je déplore l'absence du secrétaire d'État compétent car ce débat est déterminant pour l'avenir des services postaux.

Le **président** : Vous avez raison. J'ai rappelé le secrétaire d'État. Le ministre Verwilghen est toutefois présent.

01.08 David Lavaux (cdH) : Le service universel postal est en danger à l'horizon 2009.

Aujourd'hui, la Commission européenne a déposé une proposition de troisième directive postale en vue de boucler le marché intérieur. La grande majorité de mes collègues et moi-même doutons très sérieusement du bien-fondé de ses orientations.

Cette proposition remet en question le mode de financement du service universel. Elle instaure, en remplacement du maintien d'un monopole légal sur une partie du marché, un dispositif qui s'autofinance soit par apport de crédits publics, soit par la mise en place d'un fonds de compensation. Ce faisant, elle rompt un subtil équilibre qui permet aux opérateurs postaux historiques de contribuer à la cohésion sociale et au bien-être. Les forces du marché ne peuvent garantir un niveau de services raisonnable à un prix abordable, en particulier dans les régions rurales et les plus éloignées.

Un travail important a été fourni en commission. Quelques conclusions de nos travaux sont fondamentales pour le groupe cdH.

Sur le plan national, les services postaux doivent garder leur qualité actuelle, ce qui suppose le maintien de l'offre du service universel, d'un réseau suffisamment dense et réparti de manière équilibrée, ainsi que d'un éventail de services de base dans chaque bureau ou Point Poste. Cela suppose aussi l'information du citoyen avant toute modification du réseau et la mise en valeur du rôle social du facteur.

Sur le plan européen, nous souhaitons que le gouvernement belge remette en question le projet de directive de la Commission en raison des répercussions possibles de ce dernier sur les consommateurs, l'emploi et les autorités belges.

Concrètement, notre commission a formulé une série de questions, dont certaines adressées directement à la Commission. À défaut de réponse adéquate, notre avis serait négatif. D'autres questions figurent dans la résolution soumise au vote de ce jour. Nous demandons au gouvernement de tout mettre en œuvre pour que la prise de décision sur la libéralisation du secteur postal soit plus largement éclairée.

La proposition de troisième directive postale, si elle ne permet pas le maintien d'un secteur réservé, ne sera bénéfique ni pour les particuliers, ni pour la majorité des entreprises, ni pour l'emploi, ni pour l'État. Dès lors, l'intérêt général nous commande de ne pas réformer le secteur postal de manière aveugle.

Je terminerai en signalant que le travail en commission n'a été possible que grâce à une coalition de circonstance cdH, CD&V, PS et sp.a.

Les services postaux sont importants non seulement pour l'activité économique, mais aussi pour la cohésion sociale. Nous nous félicitons d'arriver enfin à une résolution commune qui - nous l'espérons - sera défendue de tout cœur par notre gouvernement.

01.09 Hilde Vautmans (VLD) : Au cours des semaines et des jours écoulés, on a cherché à maintes reprises à présenter les libéraux comme des dogmatiques désireux de libéraliser à tout prix le secteur postal.

Cette image est fausse : nous nous interrogeons également sur les propositions actuelles de la Commission européenne et c'est précisément la raison pour laquelle nous soutenons cette résolution.

Mais nous ne sommes pas prêts à verser dans le pessimisme des adversaires de la libéralisation. D'aucuns craignent une hécatombe sociale, prévoient une augmentation spectaculaire des prix ou vont jusqu'à affirmer que la libéralisation ne profitera à personne.

01.10 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Mme Vautmans critique ici ceux qu'elle qualifie de pessimistes, oubliant qu'elle a elle-même contribué à ce pessimisme, notamment par le biais de sa tribune libre dans le quotidien *De Standaard*. Elle a affirmé en commission que la libéralisation a donné des résultats somme toute satisfaisants en Suède alors que, d'après le journal *Post Europe*, qui est partisan de la libéralisation, l'emploi dans le secteur postal y a diminué de 30 %. C'est ce que j'appelle quant à moi une hécatombe sociale. Par ailleurs, les prix actuels fluctuent entre 50 % de moins et quelque 90 % de plus que ceux pratiqués avant la libéralisation.

01.11 Hilde Vautmans (VLD) : J'ai surtout voulu souligner que la transposition de certaines décisions de la Commission européenne n'est pas correcte. Le point de vue des pessimistes est aussi dogmatique et peu fondé que l'idée selon laquelle la libéralisation règlera tous les problèmes.

En réalité, nous avons déjà eu cette discussion en 2001, lorsque l'Union européenne – présidée à l'époque par la Belgique, rappelons-le – avait confirmé la date du 1er janvier 2009 en principe comme échéance finale pour la libéralisation complète du secteur. Le ministre compétent de l'époque, M. Rik Daems, avait indiqué en son temps qu'un marché libre est potentiellement plus social qu'un marché monopolistique étant donné que l'ouverture du marché à la concurrence augmente l'efficacité, réduit les coûts, améliore la qualité, élargit l'offre et stimule l'innovation.

01.12 Karine Lalieux (PS) : La précédente législature, nous avons voté une résolution dont les propos traduisaient l'inverse de ce que vous dites. La Belgique s'opposait à l'ouverture beaucoup trop rapide du marché. J'espère que le phénomène se reproduira avec cette résolution.

01.13 Hendrik Daems (VLD) : La libéralisation du marché postal a en fait été bloquée durant sept à huit années et c'est sous la présidence belge que le processus de libéralisation s'est véritablement amorcé. Il convient bien évidemment de donner aux entreprises concernées l'opportunité de s'adapter au nouveau contexte. Il est clair, en tout état de cause, que la libéralisation d'un marché conduit invariablement à une augmentation de l'activité sur ce marché et qu'elle présente donc aussi un aspect social très important. Ce n'est pas le principe de la libéralisation qui est en cause mais bien son calendrier et la manière dont elle est menée.

Lors de l'élaboration de la directive en 2001, on a consciemment omis de prendre une décision quant au fait de savoir si les envois de moins de 50 grammes seraient également concernés par la libéralisation d'ici à 2009. Il est apparu clairement entre-temps que pour cette partie du marché, le calendrier était trop serré, y compris pour la poste belge. Quoiqu'il en soit, la libéralisation se fera tôt ou tard et il convient de bien s'en rendre compte pour éviter que notre entreprise postale nationale ne soit un oiseau pour le chat une fois la libéralisation consommée. Le débat doit donc se concentrer sur l'accompagnement de ce processus, de manière à ce que la poste belge puisse faire face à la concurrence.

01.14 Karine Lalieux (PS) : Monsieur Daems, le point 7 de la résolution parle de remettre en question, au sein du Conseil européen, le projet de directive de la Commission et la date butoir, dans ses principes.

01.15 Hilde Vautmans (VLD) : Comme M. Lavaux, je pense que la suppression du monopole ne constitue pas une finalité mais un moyen. Comme l'a affirmé M. Daems, c'est sous la pression de la concurrence que La Poste s'est davantage alignée sur le marché. En tant que libéraux, nous sommes favorables à un démantèlement progressif et, en définitive, à la suppression du monopole moyennant le maintien du service universel. Cela ne signifie pas pour autant que nous n'avons aucune objection à formuler à l'égard de l'actuelle proposition.

La libéralisation du secteur postal est toutefois également l'objet de certains mythes. Ainsi, la libéralisation entraînerait des augmentations de prix impitoyables touchant principalement le consommateur ordinaire. En

Suède, les prix auraient augmenté de 90 % mais en réalité, ils ne sont supérieurs aux prix belges – qui ont d'ailleurs augmenté de 40 % depuis 1993 – que de quelques centimes. Le secrétaire d'État, M. Tuybens, s'oppose à la libéralisation parce que les tarifs augmenteraient pour les particuliers mais il s'agit d'un argument particulièrement léger étant donné que les prix augmentent déjà dans la situation de monopole. À la mi-2007, le timbre non Prior sera d'ailleurs supprimé. Test-Achats a constaté récemment qu'en ce qui concerne les timbres, la Belgique est l'un des pays européens les plus chers.

01.16 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : Si le secrétaire d'État, M. Tuybens, et le ministre de l'Économie s'interrogent sur les augmentations de prix potentielles, c'est parce que le bureau d'études de la Commission européenne a annoncé lui-même que les prix seront multipliés par 2,8 pour les PME comme pour les particuliers.

01.17 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'apprécie que Mme Vautmans exprime son mécontentement à propos des tarifs déjà élevés de La Poste. C'est le fait d'un gouvernement dirigé par un premier ministre libéral. Imaginez qu'en plus, le marché soit libéralisé !

01.18 Hilde Vautmans (VLD) : Il est aussi fantaisiste de dire que le service universel est menacé, car la proposition de la commission amendant la première directive relative au secteur postal, qui date de 1997, ne modifie aucunement l'article concernant le service universel. Le VLD veut le maintien d'un service universel de qualité, tout comme les socialistes. La distribution du courrier doit être organisée au moins cinq jours par semaine, à un tarif abordable et sur l'ensemble du territoire.

D'aucuns font également valoir, à tort, que la qualité des services postaux serait en danger. Par le biais de précédentes directives postales, La Poste belge est en contact avec les forces du marché depuis les années '90. La qualité des services postaux s'en est améliorée. Je songe, par exemple, aux différents Points Poste. Une libéralisation plus poussée pourrait encore consolider ces progrès.

Selon certains, l'important rôle social du facteur serait menacé. Il convient toutefois de dissocier cette mission d'intérêt général du service universel. Il faut calculer le coût de ce rôle social et le facturer à l'État au titre de service d'intérêt général. La proposition de la Commission ne l'interdit pas.

Croire que la libéralisation provoquera un bain de sang social à La Poste, c'est croire à un mythe. Certes, l'emploi y a baissé au cours des dernières années, mais il ne s'agit pas là d'un effet des directives européennes. L'excédent de personnel résultait du monopole historique détenu par La Poste. L'évolution technologique fait que le secteur traditionnel du courrier n'est plus un marché en expansion. Si la libéralisation devient réalité, de nouvelles entreprises feront leur entrée sur le marché et de nouveaux emplois seront créés. D'aucuns lancent à cet égard une mise en garde: ces nouveaux emplois seront occupés par des travailleurs illégaux. Le VLD est lui aussi opposé à une telle évolution. Il estime que l'inspection sociale devra sévir. Toutes les parties concernées devront respecter les mêmes règles du jeu.

Tout le monde s'accorde pour dire que l'UE a bien fait de supprimer les monopoles dans le secteur des télécommunications. Au moment où elle l'a fait, notre ministre en fonction à l'époque, M. Colla, avait tenté, en vain, de convaincre ses collègues du contraire. Dans le secteur postal, les pays qui sont à cet égard dans le peloton de tête, ne sont pas dirigés par des libéraux. Jacques Delors, qui a initié la libéralisation, était socialiste.

Les libéraux non plus ne peuvent accepter sans autre précaution la proposition de la Commission européenne car il manque un cadre dans lequel la libéralisation pourrait s'avérer avantageuse pour tous les intéressés. Il ne faut pas remettre en question le projet actuel pour organiser des études supplémentaires. Les études déjà réalisées démontrent toutes que la libéralisation est possible mais qu'elle doit être assortie de mesures d'accompagnement car sans cela, elle pourrait fort bien avoir des répercussions négatives pour les consommateurs, l'emploi à La Poste et les pouvoirs publics.

S'agissant des mesures d'accompagnement, certaines zones d'ombre subsistent. Il conviendrait notamment d'ouvrir le marché postal à l'intérieur d'un cadre où la protection des consommateurs serait aussi une préoccupation dont il est tenu compte. Le VLD ne veut pas que les consommateurs déboursent à la fois pour

l'augmentation des tarifs et pour la contribution de l'État qui assure la sauvegarde des services universels. En tant que fournisseur de services universels, La Poste ne peut prétendre à des subsides que si elle remplit les conditions. Aujourd'hui, ce principe s'applique déjà aux éditeurs de quotidiens. Nous voulons savoir clairement si la contribution de l'État versée à La Poste n'entre pas en conflit avec une autre réglementation européenne.

Pour ces raisons, nous adoptons la résolution, tout comme nous l'avons fait en commission. Je demande que les autres partis aient l'honnêteté intellectuelle de ne plus s'opposer à la libéralisation si la Commission européenne fournit un cadre dans lequel la libéralisation pourra s'effectuer dans des conditions optimales.
(*Applaudissements sur les bancs du VLD*)

01.19 Karine Lalieux (PS) : L'unanimité recueillie en commission prouve notre intérêt à tous pour le secteur postal.

Dans le contexte général de libéralisation, qui caractérise la Commission européenne, nous adressons aux citoyens et au gouvernement le signal fort que le système universel postal constitue un véritable instrument de cohésion sociale et économique.

Chaque citoyen, chaque petite ou moyenne entreprise, doit avoir accès à un service postal de qualité, aux mêmes conditions, sur l'ensemble du territoire.

Dans l'idée du service universel européen, la péréquation tarifaire n'existe plus. Dans ses propositions, *PricewaterhouseCoopers* indique qu'en libéralisant complètement, on ne pourra plus garantir un même prix sur tout un territoire. Nous n'avons pas la même conception du service universel.

La Commission européenne elle-même se dit attachée au service postal universel de qualité, mais s'obstine à vouloir ouvrir totalement le marché postal pour 2009.

La seule garantie d'un tel service est un financement solide et sûr !

La Commission européenne aborde cette question fondamentale, de manière plus que légère, pour ne pas dire caricaturale et dogmatique. Elle nous a d'abord expliqué que le système pourrait s'autofinancer. Mais nul, ici, n' imagine un autofinancement du service universel, vu le coût des bureaux de poste, de la distribution et des centres de tri. En commission, le délégué du commissaire européen nous a fait deux autres propositions : les aides d'État et un fonds de compensation.

Les aides d'État sont la cible numéro un des services de la concurrence de la Commission et voilà qu'elles viendraient à la rescousse du service universel postal ! Ce système repose sur des autorisations annuelles de la Commission qui ne présentent aucune sécurité juridique pour l'avenir. C'est aussi difficilement compatible avec les exigences du pacte de stabilité.

Pour le fonds de compensation, personne jusqu'ici, excepté la Commission, n'a démontré que cela fonctionnait. Dans le secteur des télécoms, on connaît la saga belge : le fonds de compensation n'a jamais été activé ! En Italie, qui a franchi le pas, l'échec fut total ! Même *PricewaterhouseCoopers* estime que ce fonds n'est pas pertinent pour financer le service universel. Mais la Commission retient ce moyen dans ses propositions !

Les trois modes de financement – l'autofinancement, les aides d'État et le fonds de compensation – ne sont ni crédibles, ni raisonnables ni sûrs par rapport au service universel.

La méthode Coué de la Commission dans cette troisième directive postale n'est donc pas solide. La seule

base solide est le financement actuel, qui fonctionne bien.

Il s'agit du secteur réservé de 50 grammes. On laisse une part minimale du marché à ce secteur, pour financer le service universel. Cela pose-t-il tant de problèmes ? Jusqu'où va aller le dogmatisme de la libéralisation ?

Si on suit la proposition de la Commission, on ne pourra plus financer le service universel, sauf via le budget de l'État. Mais le gouvernement n'est pas capable de nous assurer ce financement. C'est contraire au pacte de stabilité, et il ne peut s'engager pour l'avenir.

Il faut arrêter de libéraliser pour libéraliser ! La libéralisation devient le but ultime, le Graal à conquérir, bénéfique uniquement pour les idéologues, mais pas pour le citoyen, ni pour le secteur postal, les postiers, ou les autorités publiques. Personne n'y gagnera rien ! Durant les auditions, le seul qui estimait qu'on y gagnerait quelque chose était le représentant du commissaire européen.

Avec une telle directive, on connaîtra d'abord une augmentation des prix, ce que le commissaire européen au Marché intérieur et services, Charlie McCreevy lui-même, n'a pas nié. Il n'a pas démenti non plus la perte d'emplois. Il a même affirmé que la qualité de l'emploi diminuerait. D'après le rapport de *PricewaterhouseCoopers*, pour supporter le coût de la libéralisation complète, il faudrait supprimer les statuts des postiers, tant statutaires que contractuels, pour se diriger vers de faux indépendants ! Et il ne faut pas oublier la diminution de la satisfaction des consommateurs : les pays où le secteur est ouvert connaissent les taux de mécontentement les plus élevés.

Pourquoi libéraliser ? Le représentant du commissaire McCreevy a répondu : « parce qu'il le faut ! ». Nous avons rétorqué que les citoyens n'en profiteraient pas. Il a affirmé que si, mais à long terme !

La résolution que nous voterons remet en question la proposition de directive européenne et la date d'ouverture du marché. Ce texte reprend nos inquiétudes, pose des questions à la Commission et appelle à des études plus étendues. Par ce vote, le Parlement demande au gouvernement de prier la Commission de revoir sa copie et d'avancer des pistes sérieuses plutôt que des dogmes. La Belgique ne peut soutenir la date de 2009 pour l'ouverture du marché postal ou cautionner une approche qui oublie que la Poste est un service public.

Au niveau européen, la décision sera prise à la majorité des 27. C'est donc dès aujourd'hui qu'il faut agir pour convaincre l'Union que le service universel postal et les services publics en général méritent un traitement d'exception parce qu'ils répondent aux besoins des citoyens et leur garantissent l'égalité d'accès.

J'espère que cette résolution ne restera pas lettre morte et que le gouvernement s'en inspirera pour forger sa position aux prochaines réunions du Conseil européen (*Applaudissements sur les bancs du PS et du sp.a*).

01.20 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : Que cela nous plaise ou non, la Commission européenne veut que la distribution du courrier soit libéralisée sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne pour 2009 au plus tard. Nous nous posons un certain nombre de questions graves au sujet de la proposition de la Commission et nous réclamons des réponses. Nous avons un moyen de pression, le point 7 de notre résolution stipulant en effet que les réponses que nous fournira la Commission seront examinées par le gouvernement et le Parlement. Par conséquent, il ne fait aucun doute que ce thème sera encore abordé dans cet hémicycle.

Je respecte celles et ceux qui appréhendent sereinement la libéralisation de La Poste mais personnellement, je suis inquiet. À en croire M. Daems, on observe dans tous les marchés libéralisés une croissance de volume. Mais la poste est un marché atypique, caractérisé par une contraction plutôt que par une expansion. En outre, l'étude de *PriceWaterhouseCoopers* (PWC) commandée par l'Union européenne a démontré que le marché postal belge est saturé. La Belgique est un pays densément peuplé où le nombre de transactions

postales par habitant est très élevé.

Pour Mme Vautmans, il est un peu facile de brandir toute une série de scénarios catastrophe. Elle aurait raison si ces scénarios ne reposaient sur rien mais ce n'est pas le cas. Lorsque l'on prend connaissance des résultats de l'étude de PWC, il est tout de même étrange de constater que la Commission continue à défendre une libéralisation totale. Il ressort en effet de cette étude que seuls les tous gros clients de La Poste obtiendraient de meilleurs tarifs alors que les tarifs pour les particuliers et les PME connaîtraient une hausse spectaculaire. Lors de l'audition devant la commission de la Chambre, les représentants des PME se sont montrés fort perplexes vis-à-vis de la proposition de la Commission européenne. Toujours selon l'étude de PWC, il y aurait sur le marché belge du travail une tension particulièrement importante entre les actuels employés de La Poste et ceux de ses futurs concurrents. Par cette proposition, la Commission européenne entend intervenir dans nos régimes social, fiscal et parafiscal. Or, telle n'est pas sa mission.

Selon le patron de la poste allemande - un ardent défenseur de la libéralisation totale - il ne lui est pas possible de concurrencer les entreprises privées en raison du dumping social qu'elles pratiquent. En Italie, la libéralisation et la création du fonds de compensation sont une catastrophe. Nous pourrions connaître une situation identique en Belgique car il est apparu clairement lors des auditions que l'organisme de coordination des organisations postales privées n'est pas disposé à cotiser à un fonds de compensation. Si nous adoptons la proposition de la Commission, il est clair que les pouvoirs publics devront en assumer seuls la facture et que le consommateur passera donc en fait deux fois à la caisse.

Ces derniers mois, près de cent questions ont été posées à la Chambre à propos de la fermeture de bureaux de poste. Si la libéralisation se concrétise, nous pouvons nous attendre à une avalanche de questions sur la perte d'emplois. Je puis parfaitement m'imaginer que si la libéralisation est mise à profit pour accroître le volume du marché, des emplois supplémentaires pourront être créés mais ici, c'est l'inverse qui se produira. En outre, la majeure partie des consommateurs en pâtiront. Le système de financement actuel est susceptible d'amélioration mais fonctionne néanmoins assez bien. Une libéralisation totale créera en fait de nouveaux problèmes.

Dans cette résolution, nous adressons à la Commission européenne huit questions auxquelles nous n'avons pas encore obtenu de réponse claire. Nous ne pouvons nous permettre d'objecter un simple "non" mais nous pouvons en revanche interroger la Commission européenne et chercher des alliés qui s'interrogent eux aussi.

Cette résolution présente une certaine pertinence et constitue l'une des rares résolutions qui dicte au gouvernement la position à adopter dans l'intervalle au Conseil européen des ministres. Jusqu'à présent, la Belgique semblait bien être en proie à quelques interrogations mais sans s'opposer à la proposition de la Commission. À présent, notre position s'est clarifiée.

Pour les décisions au niveau européen, le Parlement européen est systématiquement consulté mais les parlements nationaux sont à peine entendus. Par cette résolution unique, un parlement demande au gouvernement d'objecter aujourd'hui un "non" à la libéralisation. Si la Commission européenne répond à nos questions, nous examinerons ces réponses et nous adopterons un nouveau point de vue. Aujourd'hui, c'est "non" et demain, ce sera peut-être "oui". (*Applaudissements sur les bancs du sp.a et du PS*)

01.21 François Bellot (MR) : Le secteur postal est en pleine évolution. La première directive postale a inauguré l'ouverture du marché il y a environ dix ans. Nous sommes à présent à la veille de l'ouverture complète de ce marché, prévue de longue date pour le 1^{er} janvier 2009. L'annonce de cette ouverture à la concurrence a forcé les opérateurs historiques à améliorer leur fonctionnement, la qualité et l'éventail de leurs services et leur rentabilité. Cette ouverture a permis au citoyen consommateur et aux entreprises d'avoir davantage de choix. Plusieurs avancées sont dues à la mise en concurrence de La Poste comme la prise en considération des besoins de ses clients qui travaillent et ont besoin d'horaires d'ouverture plus étendus ou l'offre plus compétitive pour les petits colis et le courrier express.

Toutes les périodes de transition créent de l'incertitude et entraînent des tensions, notamment via une certaine redistribution des emplois. Une fois le secteur restabilisé, nous voulons que l'ensemble des acteurs économiques y trouve un intérêt.

Les exemples des secteurs des télécoms, du transport aérien et de l'énergie montrent que l'ouverture des marchés est globalement positive en matière d'offre de services, de qualité des services et de baisse des prix.

Mais en ce qui concerne la proposition de directive dont il est question aujourd'hui, nous avons un certain nombre d'interrogations fondamentales, en particulier pour ce qui touche aux aspects du financement de la prestation du service universel, qui doit faire l'objet de garanties formelles tant au niveau européen qu'au niveau national.

Nous souhaitons également que l'ouverture du secteur postal ne s'accompagne pas d'un démantèlement des points d'accès postaux. Nous demandons donc au gouvernement de garantir, au minimum, ce qui a été convenu avec La Poste dans le cadre du quatrième contrat de gestion. C'est pourquoi nous apporterons notre soutien à la résolution.

À M. Lavaux, je veux dire que j'ose espérer que nous aurons tous à cœur de contacter les parlementaires européens et les commissaires pour stopper cette troisième directive postale, dont le fer de lance est la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel, associée aux sociaux-démocrates.

01.22 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je voudrais tout particulièrement féliciter M. Delizée pour la très haute qualité de son rapport. Il ne nous est pas souvent donné de recevoir un rapport de cette qualité, compte tenu surtout des nombreuses discussions qui ont été consacrées à cette résolution.

Depuis la fin des discussions en commission, le climat entourant la libéralisation de La Poste a complètement changé. Les libéraux flamands et francophones n'étaient pas du même avis mais ce n'est qu'à l'issue des discussions en commission que les libéraux flamands ont adopté une position nettement plus tranchée. J'ignore si cela a quelque chose à voir avec une quelconque volonté de se profiler en vue des élections mais cette attitude idéologique, cet intégrisme du libre marché sont apparus beaucoup plus nettement alors que dans de telles discussions il est préférable d'éviter tout dogmatisme.

S'il se garde d'affirmer que toute libéralisation ou privatisation est mauvaise par définition, le Vlaams Belang ne prétend pas non plus que la libéralisation ou la privatisation constitue une panacée. La privatisation du rail en Grande-Bretagne a généré un véritable fiasco et celle des postes britanniques n'est pas non plus un grand succès. Nous devons dès lors nous montrer prudents et tirer les leçons de l'expérience acquise dans les autres pays. La nation la plus libérale de la planète, les États-Unis, n'a pas privatisé les services postaux. Même les boîtes aux lettres restent la propriété de la poste, cette dernière restant un organisme public. Si l'on ne privatise pas les services postaux dans ce pays libéral par excellence, c'est qu'il y a une bonne raison. La privatisation menée en Finlande a en revanche été couronnée de succès pour la simple raison qu'aucun concurrent ne s'est présenté. Personne n'avait envie de mettre en place une poste privée dans ce pays parce qu'un tel service ne pouvait être rentable.

Nous concluons de ces divers éléments qu'en cas de privatisation des services postaux, les charges du service universel continueront d'être supportées par le contribuable tandis que les entreprises privées en récolteront les bénéfices. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

Mme Vautmans a cité l'exemple de la Suède. On peut lire à la page 25 du rapport que 30 % de l'emploi y a été perdu. Il s'agit donc bien d'un bain de sang social. Mme Vautmans dit que La Poste employait trop de personnel par le passé, qu'une rationalisation est nécessaire et que La Poste ne doit pas être gérée par le monde politique mais par des chefs d'entreprises, et elle a probablement raison. Mais cela ne signifie toutefois pas que chaque privatisation ou chaque libéralisation résoudra tous les problèmes et que la directive européenne doit être appliquée sans plus. Le service à la population qu'assure La Poste est trop important.

La résolution demande non seulement une privatisation qui soit humaine mais elle met aussi en cause la libéralisation. Mme Vautmans avait peut-être tort en ce qui concerne ses arguments mais elle avait raison en ce qui concerne son comportement de vote. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

01.23 Marc Verwilghen, ministre *(en néerlandais)* : Le gouvernement accorde une grande importance au

service universel. Un service de qualité demande un financement en conséquence. La troisième directive postale de la Commission européenne indique diverses manières de réaliser ce financement.

(En français) La Commission n'a pas encore répondu à nos questions. En ce sens, cette résolution sert le travail gouvernemental.

(En néerlandais) Ces possibilités feront l'objet d'une évaluation critique au cours des prochains mois. Nous poserons des questions ciblées, mènerons des discussions techniques avec la Commission européenne et formulerons éventuellement des contre-propositions. Nous souhaitons un résultat acceptable pour la Belgique. La résolution sera examinée dans cette perspective.

Le **président** : Une pétition, signée par 2.057 signataires, concernant un service postal de qualité a été introduite.

Conformément à l'article 142 du Règlement, la pétition est déposée sur le bureau de la Chambre afin d'être jointe au débat sur les propositions de résolution visant à assurer une haute qualité du service postal universel.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

02 Proposition de résolution relative à la condamnation à mort de cinq infirmières et d'un médecin en Libye (2865/1-2)

Sans rapport

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2865/1+2)

La discussion est ouverte.

02.01 Richard Fournaux (MR) : Suite au dépôt par la Fédération nationale des infirmiers et des infirmières d'une pétition signée par plus de cinquante mille personnes pour soutenir la lutte que mènent, en Libye, cinq infirmières bulgares et un médecin palestinien condamnés à mort de manière injuste, j'ai déposé une résolution avec plusieurs collègues.

La plupart des pays démocratiques ont dénoncé les conditions dans lesquelles la justice a été rendue. Au-delà du fait que, dans cette assemblée démocratique, nous soyons pratiquement tous contre la peine de mort, nous devons défendre les personnes qui se dévouent pour secourir ceux qui en ont le plus besoin.

Je remercie mon groupe et son président, M. Bacquelaine, ainsi que tous les groupes démocratiques d'avoir contresigné cette résolution. Je voudrais également remercier pour leur présence parmi nous le président de la Fédération nationale des infirmiers et des infirmières, M. Dumont, Son Excellence l'ambassadeur de Bulgarie ainsi qu'un collègue député européen de Bulgarie. (*Applaudissements*)

Il est de notre responsabilité de démocrates de défendre les causes les plus justes et je me fais fort d'obtenir votre soutien massif à cette résolution.

02.02 Hilde Vautmans (VLD) : Le VLD se réjouit de l'adoption de cette résolution aujourd'hui. Il s'agit d'un signal important à l'adresse des autorités lybiennes, au même titre que les déclarations de M. Kofi Annan et la pétition qui a été signée par 40.000 infirmiers et infirmières belges.

Nous sommes opposés à la peine de mort. Cette position doit être rappelée aux pays qui appliquent toujours la peine de mort lors de chaque rencontre. La peine de mort est cruelle et injuste, puisqu'elle ne fait

qu'accroître la souffrance. Le principe « œil pour œil, dent pour dent » ne peut pas être appliqué pour faire expier un crime. Il est par ailleurs impossible d'annuler la peine de mort lorsqu'il appert ultérieurement que la personne condamnée était innocente. Les chiffres montrent enfin que l'effet dissuasif de la peine de mort est négligeable : dans une affaire criminelle, le taux de la peine a un effet moins dissuasif que la probabilité d'être arrêté.

La première proposition de loi que j'ai déposée concernait l'abolition de la peine de mort en Belgique. Nous pouvons aujourd'hui influencer sur l'attitude des autorités lybiennes pour que les intéressés ne soient pas mis à mort.

02.03 Valérie Déom (PS) : Il y a deux mois environ, j'interrogeais déjà le ministre des Affaires étrangères sur la capacité de la Belgique à réagir à la condamnation à mort inique de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien.

Nous sommes choqués par l'iniquité de la justice libyenne et par l'instrumentalisation politique de l'appareil judiciaire libyen, et ce d'autant plus que la Libye cherche aujourd'hui à obtenir une contrepartie financière et la libération d'un prisonnier impliqué dans l'attentat de Lockerbie en échange de ces six innocents.

Par cette proposition de résolution, nous demandons au gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la Belgique et l'Union européenne amènent les autorités libyennes à organiser un nouveau procès qui soit juste, équitable et transparent.

Le **président** : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

02.04 Le président : En votre présence, Monsieur l'Ambassadeur, je voudrais certifier le dépôt d'une série de résolutions signées par une profession très honorable que je respecte beaucoup: les infirmières et les infirmiers.

03 Projet de statut des membres du Service d'enquêtes du Comité permanent de contrôle des services de police (2871/1)

Discussion

La discussion est ouverte.

Le **président** : M. Marinower, rapporteur, renvoie à son rapport écrit.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur le projet de statut aura lieu ultérieurement.

04 Projet de loi portant des dispositions diverses (III) (2788/1-16)

Reprise de la discussion générale

La discussion générale est reprise.

Le **président** : Dans le courant de l'après-midi M. Tant souhaitait poser une question au ministre Reynders. Ce dernier est maintenant présent.

04.01 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : La question de la répartition des compétences a déjà été examinée en détail en commission. Je me réfère aux pages 4 et 5 du rapport. Je n'ai rien à ajouter.

Le **président** : M. Tant a retiré son interpellation à la condition que je soumette ses réflexions au ministre. Ce que j'ai dès lors fait.

04.02 Paul Tant (CD&V) : Il est vain en effet de déposer une interpellation à ce sujet étant donné que les motions ne pourraient être mises aux voix que la semaine prochaine, c'est-à-dire après le vote sur les dispositions diverses. Le ministre sait que l'article 119 relatif à l'impôt sur les jeux de hasard règle la même matière qu'un décret du Parlement wallon de 2003. Pour lui faciliter la tâche, j'ai comparé les deux textes. Comment le Parlement fédéral peut-il adopter une réglementation aujourd'hui alors qu'un autre parlement s'est déjà approprié la compétence en la matière ?

04.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Depuis 1989, les Régions sont compétentes pour les taxes sur les machines de jeu automatiques, mais la compétence régionale ne s'étend pas à la fixation de l'assiette imposable ni de la procédure administrative. Le gouvernement n'a dès lors pas suivi l'avis du conseil d'État. La modification est par ailleurs de nature purement formelle.

04.04 Paul Tant (CD&V) : Le Conseil d'État a soulevé un problème de compétence dans son avis sur l'avant-projet initial. En vertu de l'article 3, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la question doit, en l'occurrence, être soumise au Comité de concertation, ce qui n'a pas été fait.

En outre, le Parlement wallon a, entre-temps, adopté un décret sur une matière quasi identique et elle a réglé la question d'une manière analogue. Il en résulte donc que, soit les autorités fédérales ne sont plus compétentes, soit elles auraient dû invoquer un problème de compétence, ce qu'elles n'ont pas fait.

La responsabilité du président est également engagée. Va-t-il, dans ces circonstances, faire procéder au vote sur ce texte ?

04.05 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Nous avons eu ce débat en commission. Le gouvernement fédéral reste compétent pour les matières que nous modifions ici. Une prise de décision en la matière par le Parlement wallon n'autorise pas à apprécier différemment les choses, d'autant que les deux autres parlements n'ont pas été dans cette voie. En outre, la disposition n'entraîne aucune difficulté.

Qu'apparaisse une divergence de points de vue, je peux le comprendre. Mais nous avons expliqué clairement pourquoi nous ne suivons pas l'avis du Conseil d'État.

(*En néerlandais*) M. Tant ne partage donc pas l'avis du gouvernement mais il est clair pour nous que les autorités fédérales sont compétentes et que rien ne nous empêche donc de poursuivre.

04.06 Paul Tant (CD&V) : Je veux encore bien admettre qu'il s'agit d'une compétence fédérale, même si le Conseil d'État n'est pas de cet avis. Ce n'est pas cela qui me pose problème. Cependant, dès qu'une autre autorité s'estime - à tort ou à raison - compétente pour la même matière on ne peut tout de même pas sans autre forme de procès voter sur un nouveau projet de loi. Il serait donc préférable que le ministre retire ces articles. Cela ne sera évidemment pas le cas puisque cette majorité a pour règle absolue de ne jamais écouter l'opposition, même s'il s'agit d'un simple énoncé de faits bien réels.

Le **président** : M. Tant ne pourra certainement pas prétendre que le président ne l'a pas écouté.

04.07 Paul Tant (CD&V) : Et quel est l'avis personnel du président sur cette question ?

Le **président** : Il appartient au ministre de répondre. (*Rires*)

04.08 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Je comprends tout à fait que M. Tant renvoie à un décret de la Région wallonne mais il s'agit ici d'une modification purement formelle d'un article. Le renvoi à une loi qui a cessé d'exister est simplement remplacé par un renvoi correct à la loi du 7 mai 1999 abrogeant la loi du 24 octobre 1902. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux textes. Le décret de la Région wallonne ne pose donc aucun problème pour ce qui est de la nouvelle loi fédérale.

04.09 **Paul Tant** (CD&V) : Je me félicite que le ministre reconnaisse que le décret règle la même matière, il est vrai d'une manière analogue. Il reconnaît également *de facto* l'excès de pouvoir dénoncé par le Conseil d'État. Quels sont les éléments qui empêchent le ministre de retirer son projet et de s'adresser au Comité de concertation pour déterminer qui doit légiférer en la matière ? En vertu des lois coordonnées sur le Conseil d'État, il est par ailleurs tenu de procéder de la sorte.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2788/16)

Le projet de loi compte 165 articles.

Amendements déposés:

Art. 92

- 3 *Luc Goutry cs* (2788/6)

Art. 93

- 4 *Luc Goutry cs* (2788/6)

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Appel au règlement

Le **président** : La Conférence des présidents et moi même avons décidé de travailler durant une partie des vacances scolaires de Pâques. Néanmoins, je considère que la Chambre des représentants doit disposer, dans un délai raisonnable, des projets de loi dont le gouvernement souhaite l'adoption afin de permettre un examen correct des textes.

Le gouvernement doit combler son retard en ce qui concerne les réponses aux questions écrites.

Ces deux éléments seront soumis à une évaluation régulière afin de vérifier si la réciprocité des efforts des membres et du gouvernement est concrétisée. Il y avait un consensus à ce sujet lors de la Conférence des présidents, hier. J'adresserai également un courrier dans ce sens au premier ministre.

05 Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles - Candidatures introduites pour un mandat de membre suppléant (N)

Le 11 janvier 2007 est paru au *Moniteur belge* un appel aux candidats pour un mandat de membre suppléant néerlandophone pour le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles, à la suite de la démission d'un membre effectif.

Les candidatures suivantes ont été introduites :

- M. Johan Detraux, psychologue-chercheur au Centre psychiatrique universitaire de Leuven et président du groupe d'étude et d'avis sur les sectes;
- M. Geert Morlion, professeur de théologie pastorale au Grand séminaire de Bruges et diocésain responsable du diaconat permanent de l'évêché de Bruges.

Le membre sera élu par la Chambre à une majorité des deux tiers des suffrages.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 7 février 2007, je vous propose de procéder au

scrutin le jeudi 15 février 2007.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

06 Renvois à une autre commission

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 7 février 2007, je vous propose de renvoyer à la commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique les articles 85 à 96 du projet de loi portant des dispositions diverses (IV) (n° 2873/1).

Ces articles avaient été précédemment renvoyés à la commission des Finances et du Budget.

À la demande du gouvernement, je vous propose également de renvoyer à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques le projet de loi fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (n° 2802/1).

Ce projet de loi avait été précédemment renvoyé à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

07 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de loi de M. Philippe Monfils relative aux expérimentations thérapeutiques impliquant des femmes enceintes et allaitantes (n° 2884/1). Elle est renvoyée à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société;
- la proposition de résolution de Mme Corinne De Permentier, MM. François Bellot et Olivier Chastel, Mmes Valérie De Bue et Camille Dieu et MM. Hans Bonte, Thierry Giet et Charles Michel relative à la circulation des motocyclettes dans les bandes réservées aux bus (n° 2897/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques;
- la proposition de loi de Mmes Valérie Déom et Anne-Marie Baeke, M. Alain Mathot et Mme Karine Lalieux modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'introduire un régime de taxation distinct pour les droits d'auteur et les droits voisins (n° 2898/1). Elle est renvoyée à la commission des Finances et du Budget;
- la proposition de loi de M. Guy Swennen et Mme Magda De Meyer modifiant le Code civil afin de permettre l'accouchement discret (n° 2900/1). Elle est renvoyée à la commission de la Justice.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

08 Demande d'urgence de la part du gouvernement

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant des dispositions en matière de logement (n° 2874/1).

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

L'urgence est adoptée par assis et levé.

Votes nominatifs

09 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Pieter De Crem sur "l'absence d'arrêté royal portant exécution de la loi modifiant diverses dispositions relatives à la pension de retraite des travailleurs salariés et des indépendants compte tenu du principe de l'unité de carrière" (n° 999)
- M. Patrick De Groote sur "le calcul des pensions" (n° 1001)

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 30 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 999/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt et MM. Pieter De Crem et Patrick De Groote;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Pierrette Cahay-André, Annemie Turtelboom, Greet van Gool et Danielle Van Lombeek-Jacobs et M. Mohammed Boukourna.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 1)		
Ja	73	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	116	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

09.01 David Lavaux (cdH) : J'ai pairé avec Mme Dieu.

09.02 Katrien Schryvers (CD&V) : J'ai pairé avec M. Bart Tommelein.

09.03 Theo Kelchtermans (CD&V) : J'ai pairé avec M. Yvon Harmegnies.

09.04 Greta D'hondt (CD&V) : J'ai pairé avec M. Hans Bonte.

10 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Luc Sevenhans sur "les interférences de son cabinet dans la gestion journalière de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre (INIG)" (n° 1004)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 30 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1004/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Luc Sevenhans, Koen Bultinck et Jan Mortelmans;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Marie-Claire Lambert, Hilde Dierickx, Maya Detiège et Colette Burgeon et par M. Miguel Chevalier.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	119	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

10.01 Patrick De Groote (N-VA) : J'ai pairé avec M. Jacques Germeaux.

10.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Nous pouvons remercier la NV-A pour avoir permis d'atteindre le quorum.

11 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Pieter De Crem sur "le piratage du site internet de la Défense" (n° 998)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 30 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 998/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Pieter De Crem;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Ingrid Meeus et MM. Yvon Harmegnies et Cemal Cavdarli

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	37	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	119	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

Le **président** : Mmes Gerkens et Genot ont voté contre.

12 Amendements et articles réservés du projet de loi portant des dispositions diverses (III) (2788/6)

Vote sur l'amendement n° 3 de Luc Goutry cs. tendant à supprimer l'article 92. Nous votons donc sur le maintien de l'article. (2788/6)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	39	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, l'article 92 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 4 de Luc Goutry cs. tendant à supprimer l'article 93. Nous votons donc sur le maintien de l'article. (2788/6)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 4)

En conséquence, l'article 93 est adopté.

13 Ensemble du projet de loi portant des dispositions diverses (III) (2788/16)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	9	Non
Onthoudingen	35	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

14 Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté (2394/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

15 Projet de loi modifiant les articles 1er, 35 et 39 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal et d'interdire les relations sexuelles avec les animaux (2823/5)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	87	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	34	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera renvoyé au Sénat.

16 Projet de loi relatif au cautionnement à titre gratuit (2730/4)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

16.01 François-Xavier De Donnea (MR) : J'ai voté oui.

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

17 Projet de loi modifiant la loi du 24 mars 2003 instaurant un service bancaire de base (2775/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 8)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

18 **Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (2710/5)**

(Stemming/vote 9)		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

18.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Notre abstention se justifie par l'absence de garantie d'implication des Régions dans la rencontre des difficultés réelles ou potentielles auxquelles pourraient être confrontés les consommateurs. Une formulation plus claire permettant de répartir au mieux les compétences au sein de ce service de médiation aurait été souhaitable.

19 **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la procédure de dépôt des demandes de brevet européen et aux effets de ces demandes et des brevets européens en Belgique (2747/4)**

(Stemming/vote 10)		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

20 **Projet de loi modifiant la réglementation relative à la délivrance du brevet d'invention et au régime de taxes dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection (2756/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 10)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

21 **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière (2836/4)**

(Stemming/vote 11)		
Ja	103	Oui
Nee	13	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

22 **Projet de loi modifiant la loi du 6 juillet 1971 portant création de La Poste et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes (2780/5)**

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

23 **Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (2781/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 12)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

24 **Proposition de résolution visant à assurer une haute qualité du service postal universel (2383/7)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 12)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

25 **Amendements et articles réservés du projet de loi relatif à la confirmation de certains arrêtés royaux (2839/1-3)**

Vote sur l'amendement n° 1 de Jan Mortelmans cs à l'article 2.(2839/2)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	17	Oui
Nee	85	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 2 est adopté.

26 **Ensemble du projet de loi relatif à la confirmation de certains arrêtés royaux (2839/1-3)**

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

27 **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation**

routière et la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur (nouvel intitulé) (2858/4)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

28 Proposition de résolution relative à la condamnation à mort de cinq infirmières et d'un médecin en Libye (2865/1)

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

29 Statut des membres du Service d'enquêtes du Comité permanent de contrôle des services de police (2871/1)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 16*)

En conséquence, la Chambre adopte le statut.

30 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 21 h 17. Prochaine séance le mercredi 14 février 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 18.26 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer Marc Verwilghen

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Johan Vande Lanotte, Yvan Mayeur, Joëlle Milquet, Camille Dieu, Geert Lambert en Annelies Storms

Gezondheidsredenen: Daniel Ducarme, Bruno Van Grootenbrulle, Philippe Collard, Yvette Mues, Annick Saudoyer en Guido Tastenhoye

Familieaangelegenheden: Yvon Garmegnies

Met zending: Stef Goris

Buitenslands: Geert Versnick

Federale regering

Freya Van den Bossche, vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken: gezondheidsredenen

André Flahaut, minister van Landsverdediging: NAVO (Sevilla)

Rudy Demotte, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid: met zending buitenslands (Verenigde Staten)

01 Voorstel van resolutie betreffende de waarborging van een kwaliteitsvolle universele postdienst (2383/1-7)

- **Voorstel van resolutie betreffende de noodzaak De Post aan te zetten tot het aanbieden en uitbouwen van een universele postdienst (2350/1-2)**

- **Voorstel van resolutie betreffende het behoud van een kwalitatieve postdienst (1056/1-5)**

Voorstellen ingediend door: de dames Karine Lalieux, Camille Dieu, Valérie De Bue en de heren Philippe De Coene en François Bellot (2383); de heer Joseph Arens (2350); de heer Roel Deseyn (1056).

De **voorzitter**: Ik stel u voor een enkele bespreking aan de drie voorstellen van resolutie te wijden. (*Instemming*)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2383/7)

De bespreking is geopend.

01.01 Jean-Marc Delizée, rapporteur: Soms stelt men zich de vraag of een mondeling of schriftelijk verslag opportuun is. Maar hier gaat het om een belangrijk onderwerp.

De commissie voor de Infrastructuur heeft zich gedurende maanden intensief met deze problematiek beziggehouden. Er staat veel op het spel, want de universele dienstverlening is een van de hoekstenen van ons samenlevingsmodel. De overheid moet de diensten van algemeen belang (gezondheidszorg, onderwijs, openbaar vervoer, huisvesting, postdiensten en telefonie) toegankelijk houden voor alle burgers en moet ervoor zorgen dat iedereen tegen een redelijke prijs toegang heeft tot al die onontbeerlijke diensten.

Dit debat over de postdiensten komt erg gelegen, vermits de Europese Commissie een voorstel van postrichtlijn heeft ingediend, waarmee ze tegelijkertijd een universele postdienst in gans de Unie wil invoeren en de postmarkt op 1 januari 2009 volledig wil liberaliseren.

Er werd een groot aantal hoorzittingen gehouden. Het principe aan sich van de universele dienstverlening bleek iedereen zeer dierbaar te zijn. Behalve bij de vertegenwoordiger van de Europese Commissie en de consultants van PricewaterhouseCoopers (PWC), kon het voorstel voor een richtlijn maar bij weinigen op ruime bijval rekenen. Sommigen vreesden ervoor dat het met de door de Europese Commissie voorgestelde mechanismen niet mogelijk zou zijn een goede én financieel leefbare universele postdienst te behouden. Er was ook kritiek op de afroaming van de markt en de prijsstijging voor kleinere en middelgrote klanten. Verscheidene sprekers vragen de Belgische overheid dan ook om goed na te denken over de manier waarop de universele dienstverlening zal worden gefinancierd, opdat de liberalisering niet zou leiden tot een prijsstijging. De Post en de drie vakbonden die de sector vertegenwoordigen, vroegen om de liberalisering in haar geheel uit te stellen.

De onzekerheid die het voorstel van richtlijn meebrengt zou aanleiding moeten geven tot nieuwe studies en onderzoeken door de lidstaten. In het huidige stadium vraagt ons parlement de regering het voorstel van richtlijn, alsook de vaststelling van een datum voor de totale opening van de markt opnieuw ter discussie te stellen. Deze resolutie werd eenparig door de commissie voor de Infrastructuur aangenomen. (*Applaus*)

01.02 Roel Deseyn (CD&V): Wij betreuren de afwezigheid van staatssecretaris Tuybens. Hij is samen met minister Verwilghen immers verantwoordelijk voor het gevolg dat gegeven wordt aan de resolutie die in de commissie unaniem werd goedgekeurd.

Verskillende voorstellen van resolutie lagen aan de basis van de tekst die uiteindelijk werd goedgekeurd. Die gaat over de handhaving van de kwaliteit van de postdienst. Voor ons betekent dat meer dan alleen de universele postdienst, maar ook de kwaliteit van het postbedrijf en van de hele postsector. Dit gaat ook over de organisatie en tewerkstelling en over de prijs die particulieren moeten betalen, een prijs die voortdurend stijgt. De afschaffing van het onderscheid tussen prior en non-prior is een duidelijke prijsverhoging, de tariefvereenvoudiging door samenvoeging van verschillende bestaande tarieven is dat ook. Bovendien worden speciale tarieven, zoals bestonden in de kerstperiode, afgeschaft. De mensen betalen dus steeds meer voor de basisproducten van De Post, terwijl De Post winst maakt en dividenden uitkeert.

Handhaving van de kwaliteit van de postdienst betekent voor ons ook dat men een voldoende spreiding van de diensten garandeert, dat er voldoende postkantoren en postpunten zijn. We geven toe dat de toekomst moet worden voorbereid en dat een derde van de postkantoren verlieslatend is, maar begrijpen niet dat daarom de helft van de postkantoren wordt opgedoekt. Ook goed functionerende en renderende postkantoren sneuvelen. Postpunten kunnen een alternatief bieden, maar wij pleiten ervoor dat eerst een postpunt wordt geopend en daarna pas een postkantoor wordt gesloten. De staatssecretaris deed die belofte in het Parlement en moet zijn belofte houden.

Postpunten bieden echter maar een beperkt assortiment aan postproducten en er is nog veel onduidelijkheid over de contracten, vergoedingen en winsten voor de postpartners. Daardoor zijn er nu al postpunten die sluiten. Hoe kunnen wij dan de postpunten propageren? Als we spreken over kwalitatieve postdiensten, dan moeten we ook daarover bezorgd zijn.

De lokale besturen dienen betrokken te worden bij de installatie van de postpunten en men moet vooraf onderzoeken of de gemeenten een lokaal ter beschikking kunnen stellen. Vele gemeenten willen wel degelijk een inspanning doen voor die dienstverlening aan de bevolking.

Het buurtwinkelproject, dat Europese en gewestelijke steun geniet, biedt openingen voor De Post. De bereidheid tot samenwerking in dat project is echter vrij laag.

Wanneer andere operatoren bepaalde postactiviteiten zullen mogen uitvoeren, moet er een logische en voor de consument transparante verdeling van het verzorgingsgebied komen. De universele dienstverlening mag niet in gevaar worden gebracht.

Aan het criterium van een kantoor per gemeente moet dat van de maximale afstand worden toegevoegd. De maximale fysieke afstand wordt niet met een cijfer in de tekst bepaald, hoewel wij een amendement indienden om deze vast te leggen op 10 kilometer.

Er moet ook aandacht worden besteed aan de centrale rol van de postbode. Momenteel gaat men dienaangaande weinig echt concrete engagementen aan. De kwaliteit van de postdiensten hangt nauw samen met de kwaliteit van de tewerkstelling.

In onze buurlanden is de kwaliteit van de tewerkstelling vaak onbevredigend, aangezien de verloning vaak laag is, men werkt met minderjarigen en een deel van het personeel de postactiviteiten slechts uitvoert als bijverdienste. Tewerkstelling die door de overheid wordt ondersteund, moet socialer worden georganiseerd. De Post laat nu nog te vaak mensen afvloeien om goedkopere werkkrachten in dienst te kunnen nemen. Liberalisering mag er niet toe leiden dat men op dat vlak nog verder afglijdt.

Dat er ook communautaire aspecten aan deze discussie zijn, wordt aangetoond door cijfers over het absentisme en het naleven van afspraken binnen het bedrijf. Er werden afspraken gemaakt inzake de sluiting van de sorteercentra van Oostende en Libramont. Deze werden nageleefd toen het sorteercentrum van Oostende werd gesloten, maar niet toen hetzelfde gebeurde met het centrum van Libramont. Personeelsleden worden door die communautaire politiek tegen elkaar opgezet.

Welke kosten zijn verbonden aan het verstrekken van de universele dienstverlening? Volgens jaarverslagen van het BIPT is er geen meerkosten voor het bedrijf, maar het is onduidelijk welke cijfers die bewering staven. Ik vind dat het Parlement die cijfers ter beschikking moet hebben om een eerlijke discussie te kunnen

voeren.

Ik hoop dat de regering het standpunt van het Parlement zal voorleggen aan de Europese Commissie en dat er een antwoord wordt gegeven op de concrete bekommernissen. Hoe moet er een compensatiemechanisme worden georganiseerd en hoe kan men verhinderen dat de begroting van een lidstaat wordt belast met de compensatie voor de universele dienstverlening? Wij willen daarop een antwoord vooraleer verzendingen onder 50 gram ook worden vrijgegeven voor andere operatoren.

Het voorstel van resolutie werd unaniem aangenomen in de commissie. Nochtans waren er onlangs verschillende commentaren in de pers. Worden er nu andere standpunten ingenomen?

01.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit): Zegt de heer Deseyn nu dat de Europese Commissie een nieuw voorstel moet formuleren?

01.04 Roel Deseyn (CD&V): Ik vraag mij af of er nieuwe elementen in het debat zijn opgedoken. Verlaat men de posities die eerder werden ingenomen en om welke redenen? Stel dat, wanneer de hele beslissingsprocedure beëindigd is, er effectief zou worden beslist op de Europese Raad of de Europese Commissie dat op dat ogenblik de definitieve liberalisering ingaat, dan wordt ook het laatste stuk van de postmarkt geliberaliseerd.

01.05 Philippe De Coene (sp.a-spirit): De Europese Commissie kan optreden als scheidsrechter, maar kan geen nieuwe voorstellen formuleren. Dat behoort toe aan de Europese Ministerraad en het Europees Parlement. Via deze resolutie draagt het Belgische Parlement de regering op om bij de medebeslissing een standpunt in te nemen.

01.06 Roel Deseyn (CD&V): Wij kunnen niet voorbijgaan aan het voorstel van de Europese Commissie. Wanneer er een beslissing wordt genomen, zijn de punten die ik aanhaalde aan de orde voor de Belgische situatie. Het mandaat aan onze regering zal vrijblijvend zijn, maar volgens het nieuwe reglement van de Kamer moet deze resolutie worden opgevolgd. Ik hoop dat beide bevoegde ministers met dit mandaat rekening zullen houden.

01.07 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik vind het jammer dat de bevoegde staatssecretaris hier niet aanwezig is, want dit debat is erg belangrijk voor de toekomst van de postdiensten.

De **voorzitter**: U hebt gelijk. Ik heb de staatssecretaris opnieuw opgebeld. Minister Verwilghen is echter aanwezig.

01.08 David Lavaux (cdH): De universele postdienst dreigt tegen 2009 op losse schroeven gezet te worden. De Europese Commissie heeft een voorstel ingediend voor een derde postrichtlijn, met het oog op de voltooiing van de interne markt. De grote meerderheid van mijn collega's en ikzelf hebben de grootste twijfels omtrent de goede gronden waarop die beleidsvoornemens zouden steunen.

Met dat voorstel wordt de financieringswijze van de universele dienstverlening opnieuw ter discussie gesteld. Het wettelijke monopolie op een gedeelte van de markt wordt vervangen door een systeem van autofinanciering door overheidskredieten of een compensatiefonds. Op die manier wordt een subtiel evenwicht verstoord, een evenwicht dat de historische postoperatoren de mogelijkheid bood om bij te dragen tot de sociale samenhang en het welzijn van de mensen. De marktwerking kan geen redelijke service tegen een betaalbare prijs garanderen, vooral niet in landelijke en in de meest afgelegen streken.

De commissie heeft hard gewerkt. Een aantal conclusies van onze werkzaamheden zijn van fundamenteel belang voor de cdH-fractie.

Op nationaal vlak moeten de postdiensten hun huidige kwaliteit behouden. Dat houdt in dat de universele dienstverlening gehandhaafd moet blijven, evenals een voldoende dicht en evenwichtig verdeeld net, en een waaier van basisdiensten in elk postkantoor of PostPunt. Bovendien moet de burger vooraf over eender welke wijziging aan het net worden geïnformeerd en moet de sociale rol van de postbode worden uitgespeeld.

Op Europees vlak wensen we dat de Belgische regering de ontwerprichtlijn van de Commissie opnieuw ter discussie stelt, vermits ze gevolgen kan hebben voor de consumenten, de werkgelegenheid en de Belgische overheden.

Concreet heeft onze commissie een reeks vragen geformuleerd, waarvan sommige rechtstreeks tot de Commissie zijn gericht. Als we geen afdoend antwoord krijgen, brengen we een negatief advies uit. In de resolutie die vandaag ter stemming voorligt, worden andere vragen geformuleerd. We vragen dat de regering alles in het werk zou stellen opdat de besluitvorming over de vrijmaking van de postsector doorzichtiger zou worden gemaakt.

Aangezien het voorstel voor een derde postrichtlijn niet in het behoud van een gereserveerde sector voorziet, zal ze ongunstige gevolgen hebben voor zowel de particulieren, de meeste bedrijven, de werkgelegenheid als de overheid. Als we het algemeen belang willen dienen, mogen we de postsector niet blindelings hervormen.

Tot slot wil ik nog aanstippen dat de werkzaamheden in de commissie enkel mogelijk waren dank zij een gelegenheidscoalitie cdH, CD&V, PS en sp.a.

De postdiensten zijn niet enkel belangrijk voor de economische activiteit, maar ook voor de sociale cohesie. Het verheugt ons dat wij er eindelijk in geslaagd zijn een gemeenschappelijke resolutie tot stand te brengen die – althans dat hopen wij – met overtuiging door de regering zal worden verdedigd.

01.09 Hilde Vautmans (VLD): De voorbije dagen en weken heeft men meermaals het beeld trachten op te hangen van dogmatische liberalen die te allen prijze een liberalisering van de postsector nastreven. Dat beeld is onjuist: ook wij hebben vragen bij de huidige voorstellen van de Europese Commissie en dat is ook de reden waarom we deze resolutie mee ondersteunen.

Dat betekent niet dat we zomaar mee willen gaan in het doemdenken van de tegenstanders van de liberalisering. Sommigen vrezen een sociaal bloedbad, ze voorspellen dat de prijzen spectaculair zullen stijgen of beweren zelfs dat niemand beter wordt van de liberalisering.

01.10 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Mevrouw Vautmans geeft hier kritiek op de zogenaamde doemdenkers, maar vergeet blijkbaar dat ze zelf tot het doemdenken heeft bijgedragen, onder meer door haar vrije tribune in *De Standaard*. In de commissie beweerde ze dat de liberalisering in Zweden niet zo slecht is afgelopen, maar volgens *Post Europe* - en dat zijn voorstanders van de liberalisering - is de tewerkstelling in de postsector er met dertig procent gedaald. Dat noem ik een sociaal bloedbad. Bovendien liggen de huidige prijzen er tussen 50 procent lager en liefst 90 procent hoger dan vóór de liberalisering.

01.11 Hilde Vautmans (VLD): Ik heb er vooral op willen wijzen dat bepaalde beslissingen van de Europese Commissie niet juist vertaald zijn. Het standpunt van de doemdenkers is al even dogmatisch en weinig onderbouwd als de opvatting dat de vrijmaking alle problemen oplost.

Eigenlijk hebben we deze discussie al gevoerd in 2001, toen de EU - nota bene onder Belgisch voorzitterschap - de datum van 1 januari 2009 in principe bevestigd heeft als einddatum voor de volledige liberalisering van de sector. De toenmalig bevoegde minister, Rik Daems, wees er toen op dat een vrije markt potentieel socialer is dan een monopolistische markt, omdat het openstellen van de markt voor mededinging de efficiëntie verhoogt, de kosten verlaagt, de kwaliteit verbetert, het aanbod verbreedt en de innovatie stimuleert.

01.12 Karine Lalieux (PS): Tijdens de vorige zittingsperiode hebben we een resolutie aangenomen waarin het omgekeerde stond van wat u nu beweert. België verzette zich tegen een overhaaste openstelling van de markt. Ik hoop dat met deze resolutie hetzelfde zich zal voordoen.

01.13 Hendrik Daems (VLD): De realiteit is dat de vrijmaking van de postmarkt gedurende zeven à acht jaar geblokkeerd is geweest en dat onder Belgisch voorzitterschap een begin is gemaakt met het geleidelijk opengooien van die markt. Men kan de markt immers niet vrijmaken zonder de betrokken bedrijven de gelegenheid te geven zich aan die nieuwe context aan te passen. Het staat echter als een paal boven water dat de vrijmaking van een markt steeds leidt tot een toename van de marktactiviteit en dat liberalisering dus

in wezen ook sociaal is. Niet het principe van de liberalisering staat ter discussie, maar wel de manier waarop en de timing.

Bij de totstandkoming van de richtlijn in 2001 heeft men bewust in het midden gelaten of ook de zendingen van minder dan 50 gram tegen 2009 geliberaliseerd zouden worden. Ondertussen is het duidelijk dat voor dat segment de timing te scherp was, ook voor de Belgische Post. Maar als wij niet inzien dat de markt hoe dan ook vroeg of laat geliberaliseerd wordt, zal ons eigen postbedrijf een vogel voor de kat zijn als het eenmaal zover is. Het debat moet dus gaan over de begeleiding van dat proces, opdat we onze postbedrijf in competitie zouden kunnen houden.

01.14 Karine Lalieux (PS): Mijnheer Daems, in punt 7 van de resolutie wordt, in het vooruitzicht van de Europese Raad, gevraagd om de principes van de ontwerprichtlijn van de Commissie en de einddatum opnieuw ter discussie te stellen.

01.15 Hilde Vautmans (VLD): Ik ben het eens met de heer Lavaux dat de afschaffing van het monopolie geen doel is, maar een middel. Zoals de heer Daems zei, is het onder druk van de concurrentie dat De Post marktconformer is gaan werken. Als liberalen staan we gunstig tegenover een geleidelijke afbouw en uiteindelijke afschaffing van het monopolie mits de universele dienstverlening behouden blijft, maar het betekent niet dat we geen vragen hebben bij het huidige voorstel.

Er bestaan evenwel ook mythes over de liberalisering van de postsector. Zo zou de liberalisering leiden tot genadeloze prijsstijgingen die vooral de gewone consument treffen. In Zweden zouden de prijzen zagezegd met 90 procent gestegen zijn. De realiteit is dat die prijzen slechts enkele centiemen boven de Belgische liggen. De Belgische prijzen zijn overigens sedert 1993 met 40 procent gestegen. Staatssecretaris Tuybens verzet zich tegen de liberalisering omdat de tarieven voor de particulieren zullen stijgen, maar dit is een uiterst zwak argument aangezien de prijzen al stijgen onder het monopolie. Medio 2007 wordt de non-priorzegel trouwens afgeschaft. Test-Aankoop heeft recentelijk vastgesteld dat België inzake postzegels een van de duurste Europese landen is.

01.16 Philippe De Coene (sp.a-spirit): Als staatssecretaris Tuybens en de minister van Economische Zaken zich vragen stellen bij de te verwachten prijsstijgingen, is dat omdat het studiebureau van de Europese Commissie zelf heeft aangekondigd dat zowel voor de KMO's als de particulieren de prijzen zullen stijgen met factor 2,8.

01.17 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik apprecieer het dat mevrouw Vautmans klaagt over het feit dat de prijzen van De Post nu al hoog zijn. Dit gebeurt onder een liberale eerste minister. Als daar dan nog eens een liberalisering zou bijkomen!

01.18 Hilde Vautmans (VLD): Het is ook een mythe dat de universele dienstverlening in gevaar is, want het commissievoorstel dat de eerste postrichtlijn van 1997 amendeert, laat het artikel over de universele dienstverlening onaangeroerd. De VLD wil net als de socialisten het behoud van een kwaliteitsvolle universele dienstverlening. Men moet minstens vijf dagen per week post bestellen tegen betaalbare prijzen over het hele grondgebied.

Men oppert ook onterecht dat de kwaliteit van de postdiensten in gevaar zou zijn. Door eerdere postrichtlijnen is de Belgische Post sedert de jaren '90 reeds in aanraking gekomen met marktkrachten. Dit heeft De Post ertoe aangezet om haar diensten beter te ontwikkelen. De kwaliteit van de postdiensten is erdoor gestegen. Ik denk bijvoorbeeld aan de verschillende postpunten. Een verdere liberalisering zou dit nog kunnen versterken.

Volgens sommigen zou de belangrijke sociale rol van de postbode in gevaar zijn. Men moet deze taak van algemeen belang evenwel onderscheiden van de universele dienstverlening. Men moet de kosten van de sociale rol berekenen en verrekenen als een dienst van algemeen belang bij de Staat. Het voorstel van de Commissie verbiedt dit niet.

Het is ook een mythe dat de liberalisering een sociaal bloedbad zal veroorzaken bij De Post. De

werkgelegenheid is er de jongste jaren inderdaad gedaald, maar dit is geen gevolg van de Europese richtlijnen. Het overschot aan personeel vloeide voort uit het historisch monopolie. Door de technologische ontwikkelingen is de traditionele brievensector niet langer een groeiende markt. Als de liberalisering er komt, zullen er nieuwe bedrijven op de markt komen. Hier zullen nieuwe banen gecreëerd worden. Sommigen waarschuwen ervoor dat dit zal gebeuren met niet-reguliere arbeidskrachten. De VLD is daar ook tegen. De sociale inspectie moet dan optreden. Alle betrokkenen moeten dezelfde spelregels respecteren.

Iedereen is het erover eens dat de EU er destijds goed aan heeft gedaan de monopolies in de telecommunicatiesector af te schaffen. Nochtans trachtte toenmalig minister Colla zijn collega's toen tevergeefs van het tegendeel te overtuigen. In de postsector lopen landen voorop die niet door liberalen worden bestuurd. De man die de zaak in gang zette, Jacques Delors, was een socialist.

Ook de liberalen kunnen het voorstel van de Europese Commissie niet zomaar aanvaarden. Er ontbreekt immers een kader waarbinnen de liberalisering voor alle belanghebbenden voordelig kan worden gemaakt. Men moet het huidige ontwerp niet ter discussie stellen om bijkomende studies te organiseren. De studies bewijzen allemaal dat liberalisering mogelijk is, maar er zijn flankerende maatregelen nodig. Er zouden nadelige effecten kunnen zijn voor de consumenten, de tewerkstelling bij De Post en de overheid.

Over de begeleidende maatregelen bestaan onduidelijkheden. Men moet onder meer een openstelling van de postmarkt bewerkstelligen binnen een kader dat ook aandacht heeft voor consumentenbescherming. De VLD wil niet dat de consument zowel betaalt voor de tariefverhoging als voor de overheidsbijdrage die de universele dienstverlening in stand houdt. De Post kan als universele dienstverlener enkel rekenen op subsidies als de voorwaarden worden nageleefd. Dit principe geldt vandaag bijvoorbeeld al voor de uitgevers van dagbladen. We willen duidelijk weten of een overheidsbijdrage aan De Post niet botst met andere Europese regelgeving.

Om deze redenen keuren we de resolutie goed, net als in de commissie. Ik vraag dat de andere partijen de intellectuele eerlijkheid zouden hebben om de vrijmaking niet langer tegen te houden als de Europese Commissie het kader aanreikt om de liberalisering in optimale omstandigheden te laten verlopen. (*Applaus bij de VLD*)

01.19 Karine Lalieux (PS): Uit de unanieme goedkeuring in de commissie blijkt dat we allen erg met de postsector begaan zijn.

In de algemene context van de liberalisering, die kenmerkend is voor de Europese Commissie, geven we de burger en de regering een sterk signaal en wijzen we erop dat de universele postdienst daadwerkelijk bijdraagt tot sociale en economische verbondenheid.

Elke burger, elke kleine of middelgrote onderneming, moet, onder dezelfde voorwaarden, toegang hebben tot een kwaliteitsvolle postdienst, op het hele grondgebied.

In de opvatting van de Europese universele dienstverlening is niet langer sprake van taritaire perequatie. In de voorstellen van PricewaterhouseCoopers lezen we dat, wanneer men volledig liberaliseert, niet langer een zelfde prijs kan worden gegarandeerd over een volledig grondgebied. Wij hebben een andere opvatting over de universele dienstverlening.

De Europese Commissie verklaart vast te houden aan een kwaliteitsvolle universele postdienst, maar houdt anderzijds ook halsstarrig vast aan de volledige opening van de postmarkt tegen 2009.

De enige garantie voor een dergelijke dienstverlening is een solide en gewaarborgde financiering!

De Europese Commissie benadert die fundamentele kwestie op een bepaald lichtzinnige manier, om niet te zeggen op een karikaturale en dogmatische manier. Eerst legde de Commissie ons uit dat het systeem

zichzelf zou kunnen bedruipen. Maar hier kan niemand zich indenken dat autofinanciering een haalbare kaart zou zijn voor de universele dienstverlening, gezien de kosten van de postkantoren, de bezorging en de sorteercentra. In de commissie heeft de afgevaardigde van de eurocommissaris ons dan twee andere voorstellen voorgelegd: staatssteun, en een compensatiefonds.

Maar laat de staatssteun nu net datgene zijn wat het zwaarst onder vuur ligt bij de diensten voor de mededinging van de Commissie, en uitgerekend hiermee zou de universele postdienst boven water en wind gehouden worden! Het systeem gaat uit van de jaarlijkse goedkeuring door de Commissie, zonder enige rechtszekerheid voor de toekomst. Dat is ook moeilijk te verzoenen met de vereisten van het stabiliteitspact.

Tot nu toe heeft niemand, behalve de Commissie, aangetoond dat een compensatiefonds werkbaar is. We kennen de Belgische saga in de telecomsector: het compensatiefonds werd nooit geactiveerd! In Italië heeft men de stap wel gewaagd, wat uitgedraaid is op een totale mislukking. Zelfs *PricewaterhouseCoopers* zegt dat het fonds niet de aangewezen manier is om de universele dienstverlening te financieren. Maar de Commissie wil er niet van horen, en blijft deze formule voorstellen!

De drie voorgestelde financieringswijzen - autofinanciering, staatssteun en het compensatiefonds - zijn geen geloofwaardige, redelijke of gewaarborgde instrumenten voor de financiering van de universele dienstverlening.

De Commissie doet aan zelfsuggestie in deze derde postrichtlijn, en ze creëert daarmee een reus op lemen voeten. De enige stevige grondslag is de huidige financiering, en dat werkt prima.

Het gaat om de gereserveerde sector van 50 gram. Aan die sector wordt een miniem gedeelte van de markt gelaten teneinde de universele dienstverlening te financieren. Zorgt dat voor zoveel problemen? Tot waar gaat het dogmatisme van de liberalisering?

Als men het voorstel van de Commissie volgt, zal men de universele dienstverlening niet meer kunnen financieren, tenzij via de Rijksbegroting. Maar de regering is niet in staat om ons die financiering te garanderen. Dat staat haaks op het stabiliteitspact, en de regering kan geen verbintenissen aangaan voor de toekomst.

Het moet gedaan zijn met te liberaliseren om te liberaliseren! De liberalisering wordt het ultieme doel, de heilige graal, die enkel de ideologen na aan het hart ligt maar noch de burger, noch de postsector, noch de postbeambten, noch de overheid ten goede komt. Niemand zal er iets bij winnen! Tijdens de hoorzittingen was de vertegenwoordiger van de Europees commissaris de enige die van oordeel was dat men er iets zou bij winnen.

Een dergelijke richtlijn zal in de eerste plaats prijsstijgingen tot gevolg hebben, wat de Europees commissaris bevoegd voor de Interne markt en diensten zelf, de heer Charlie McCreevy, niet heeft ontkend. Hij heeft evenmin tegengesproken dat er banen zullen sneuvelen. Hij heeft zelfs verklaard dat de kwaliteit van de werkgelegenheid zou afnemen. Volgens het rapport van *PriceWaterhouseCoopers* zou men, om de kosten van de volledige liberalisering te dekken, de statuten van de statutaire en contractuele postbeambten moeten afschaffen en een beroep moeten doen op schijnzelfstandigen! En men mag ook niet vergeten dat de consumenten minder tevreden zullen zijn: in de landen waar de sector opengesteld is, zijn de consumenten het minst tevreden.

Waarom liberaliseren? De vertegenwoordiger van commissaris McCreevy heeft geantwoord: « Omdat het moet ! ». We hebben daarop gereageerd door te stellen dat de burgers er niet beter van zouden worden. Hij meende van wel, maar op lange termijn!

De ter stemming voorliggende resolutie stelt het voorstel van Europese richtlijn en de datum van de openstelling van de markt ter discussie. Die tekst vertaalt onze ongerustheid, richt een aantal vragen tot de Commissie en roept op tot een globaler onderzoek. Met die stemming vraagt het Parlement dat de regering er bij de Commissie op aandringt om haar tekst te herzien en volwaardige alternatieven aan te reiken in plaats van zich blind te staren op dogma's. België kan 2009 niet als datum voor de openstelling van de postmarkt aanvaarden en kan evenmin instemmen met een benadering waarbij uit het oog wordt verloren dat de post een openbare dienst is.

Op Europees niveau zal de meerderheid van de 27 beslissen. We moeten dus nu tot actie overgaan om de Unie ervan te overtuigen dat de universele postdienst en de openbare diensten in het algemeen een bijzondere behandeling verdienen, vermits ze aan de behoeften van de burgers tegemoet komen en hun een gelijke toegang verzekeren.

Ik hoop dat deze resolutie geen dode letter zal blijven en dat de regering er zich zal door laten leiden wanneer ze haar standpunt voor de komende vergaderingen van de Europese Raad bepaalt (*Applaus bij de PS en de sp.a*).

01.20 Philippe De Coene (sp.a-spirit): Of we daar nu gelukkig mee zijn of niet, de Europese Commissie wil dat de postbedeling uiterlijk tegen 2009 in heel de Unie geliberaliseerd is. Wij stellen ons een aantal ernstige vragen bij het voorstel van de Commissie en willen antwoorden krijgen. We houden een stok achter de deur. Punt zeven van onze resolutie stipuleert dat de antwoorden die de Commissie ons geeft, zullen worden besproken door de regering en door het Parlement. Dit thema komt hier dus gegarandeerd opnieuw aan bod.

Ik respecteer het dat sommigen de liberalisering van De Post met een gerust hart tegemoet zien, maar zelf sta ik er veeleer huiverig tegenover. Volgens de heer Daems zien we in alle markten die worden geopend, een volumestijging. De Post is echter een atypische markt, omdat het een krimpende markt is. Bovendien heeft de studie van PriceWaterhouseCoopers (PWC) in opdracht van de Europese Commissie aangetoond dat de Belgische postmarkt verzadigd is. België is een dichtbevolkt land waar per inwoner erg veel posttransacties plaatsvinden.

Volgens mevrouw Vautmans is het gemakkelijk om met allerlei doemscenario's te dreigen. Ze zou daarin gelijk hebben, als die doemscenario's op niets gebaseerd zouden zijn, maar dat is niet zo. Als men de resultaten ziet van de studie van PWC, dan is het toch vreemd dat de Commissie een volledige liberalisering blijft verdedigen. Uit de studie blijkt namelijk, dat alleen de grote klanten van De Post, de 'bulkklanten' betere tarieven zouden krijgen, terwijl de prijzen voor particulieren en KMO's spectaculair zouden toenemen. Ook tijdens de hoorzitting in de Kamercommissie viel het op dat de vertegenwoordigers van de KMO's bijzonder aarzelend stonden tegenover het voorstel van de Europese Commissie. Nog volgens de studie van PWC zou er op de Belgische arbeidsmarkt een bijzonder grote spanning ontstaan tussen de huidige werknemers van De Post en die van de toekomstige concurrenten. Eigenlijk wil de Europese Commissie met dit voorstel ingrijpen in ons sociaal, fiscaal en parafiscaal systeem, maar dat is haar opdracht niet.

Volgens de topman van de Deutsche Post - een grote voorstander van de volledige liberalisering - kan die al niet concurreren met de privébedrijven, omdat er systematisch aan sociale dumping wordt gedaan. Ook in Italië is de liberalisering en de creatie van het compensatiefonds een drama. Dat zou in België ook kunnen gebeuren, want tijdens hoorzittingen bleek duidelijk dat de koepel van vrije postorganisaties niet bereid is om bijdragen te leveren aan een compensatiefonds. Als we het voorstel van de Commissie zouden goedkeuren, dan is het duidelijk dat de overheid de factuur alleen zal moeten betalen en dat de gewone consument dus in feite twee keer moet betalen.

De voorbije maanden zijn er bijna honderd vragen gesteld in de Kamer over de sluiting van postkantoren. Als de liberalisering doorgaat, dan kunnen we een stortvloed van vragen verwachten over het verlies aan tewerkstelling. Ik kan mij perfect voorstellen dat als liberalisering als instrument gebruikt wordt om het marktvolume te doen toenemen, er meer jobs gecreëerd kunnen worden, maar hier zal het tegenovergestelde gebeuren. Daarenboven wordt het grootste gedeelte van de consumenten er slechter van. Het huidige financieringssysteem kan nog verbeterd worden, maar werkt toch vrij behoorlijk. Door de volledige liberalisering worden er eigenlijk nieuwe problemen gecreëerd.

Ik deze resolutie stellen wij een achttal vragen aan de Europese Commissie, waarop wij nog geen duidelijk antwoord hebben gekregen. Enkel 'nee' zeggen, kunnen we ons niet veroorloven, maar we kunnen wel vragen stellen aan de Europese Commissie en bondgenoten zoeken die ook vragen hebben.

Deze resolutie heeft een zekere relevantie en is een van de zeldzame resoluties die de regering zegt welk standpunt ze tussentijds moet innemen in de Europese Ministerraad. Tot op heden leek het alsof België wel wat vragen had, maar zeker geen tegenstander was van het voorstel van de Commissie. Nu zijn we veel duidelijker.

Voor beslissingen op Europees niveau wordt het Europees Parlement volop geconsulteerd, maar de nationale parlementen worden nauwelijks gehoord. Met deze zeldzame resolutie vraagt een parlement aan de regering om vandaag 'neen' te zeggen aan de liberalisering. Als de Europese Commissie onze vragen beantwoordt, dan zullen we die antwoorden onderzoeken en een nieuw standpunt bepalen. Vandaag is het een 'nee', morgen kan het misschien 'ja' worden. (*Applaus bij sp.a en PS*)

01.21 François Bellot (MR): De postsector is volop in ontwikkeling. Met de eerste postrichtlijn, tien jaar geleden, werd de vrijmaking van de markt ingeluid. In een nabije toekomst, op 1 januari 2009, wordt de langverwachte volledige vrijmaking van de postmarkt een feit. De aankondiging van die openstelling van de markt voor de vrije mededinging heeft de historische operatoren ertoe verplicht hun werking en rendabiliteit, evenals de kwaliteit en het aanbod van hun diensten te verbeteren. Dankzij de vrijmaking krijgen de consumenten en de bedrijven een ruimere keuze. De vrije mededinging in de postsector heeft reeds positieve gevolgen gehad: zo werd rekening gehouden met de noden van klanten die overdag werken en ruimere openingsuren wensen, en werd het aanbod voor kleine pakjes en snelpost competitiever gemaakt.

Onzekerheid en spanningen zijn eigen aan een overgangperiode, met name als er banen moeten worden herverdeeld. Eens de sector gestabiliseerd is, moeten alle economische actoren er wel bij varen.

De voorbeelden uit de sectoren van de telecommunicatie, de luchtvaart en de energie tonen aan dat de openstelling van de markten over het algemeen positieve gevolgen heeft voor het dienstenaanbod, de kwaliteit van de dienstverlening en tot prijsverlagingen leidt.

Maar wat dit voorstel van richtlijn betreft, zitten we met een aantal fundamentele vragen, vooral in verband met de financiering van de universele dienstverlening waarover er zowel op het Europese als op het nationale niveau formele garanties moeten bestaan.

De vrijmaking van de postsector mag niet tot een afschaffing van de PostPunten leiden. We vragen dus dat de regering minstens de waarborgen biedt die met De Post in het kader van het vierde beheerscontract werden overeengekomen. We zullen deze resolutie dan ook steunen.

Mijnheer Lavaux, ik hoop dat we er allemaal bij de Europese parlementsleden en commissarissen zullen op aandringen dat die derde postrichtlijn wordt tegengehouden. De grootste voorvechter ervan is de christendemocratische kanselier Angela Merkel, die deze richtlijn met de sociaaldemocraten wil doordrukken.

01.22 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik wil expliciet rapporteur Delizée feliciteren met dit compact, objectief en volledig verslag. Het gebeurt niet zo vaak dat wij een verslag van dergelijke hoge kwaliteit krijgen, zeker gezien de vele besprekingen die aan de resolutie werden besteed.

Sinds de debatten in de commissie achter de rug zijn, is het klimaat in verband met de liberalisering van De Post totaal veranderd. De Vlaamse en Franstalige liberalen hielden er een andere mening op na, maar pas na de besprekingen in de commissie hebben de Vlaamse liberalen opvallend scherpere standpunten ingenomen. Ik weet niet of dit te maken heeft met profileringdrang met het oog op de verkiezingen, maar die ideologische houding, dit fundamentalisme van de vrije markt kwam sterker op de voorgrond, alhoewel we in dit soort discussies beter niet dogmatisch zijn.

Het Vlaams Belang zegt niet dat elke liberalisering of privatisering per definitie fout is, maar beweert ook niet dat alleen liberalisering of privatisering heilzaam zijn. De privatisering van het spoor in Groot-Brittannië is een echte flop, die van de Britse post is ook al geen succes. We moeten dus voorzichtig zijn en lessen trekken uit wat andere landen deden. In het meest liberale land ter wereld, de Verenigde Staten, werden de postdiensten niet geprivatiseerd. Zelfs de brievenbussen zijn eigendom van de postdiensten en zij bleven een

staatsinstelling. Als men in het liberale land bij uitstek de post niet privatiseert, dan is daar een goede reden voor. De privatisering in Finland slaagde wel omdat er gewoonweg geen concurrenten kwamen opdagen. Niemand had zin om in dat land een privépostdienst uit te bouwen omdat die niet winstgevend kon zijn.

Daaruit concluderen wij dat bij een privatisering van de postdiensten de lasten van de universele dienstverlening op de schouders van de belastingbetaler zullen blijven rusten en dat de winsten in handen van privébedrijven zullen vallen. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

Mevrouw Vautmans had het over Zweden. Op blz. 25 van het verslag staat dat daar 30 procent van de tewerkstelling verloren ging. Dat is een sociaal bloedbad. Mevrouw Vautmans zegt dat er vroeger teveel volk werkte bij De Post, dat een rationalisering nodig is en dat De Post niet vanuit de politiek maar vanuit het standpunt van bedrijfsleiders moet worden beheerd en daarin heeft ze wellicht gelijk. Doch dat betekent niet dat elke privatisering of liberalisering zaligmakend is en dat we de Europese richtlijn zomaar moeten volgen. Daarvoor verzorgt De Post een te belangrijke dienst aan de bevolking.

De resolutie vraagt niet alleen een menselijke privatisering, maar ze stelt de liberalisering ter discussie. Mevrouw Vautmans had misschien ongelijk in haar argumenten, maar gelijk in haar stemgedrag. (*Applaus van het Vlaams Belang*)

01.23 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): De universele dienstverlening is erg belangrijk voor de regering. Opdat zij kwaliteitsvol zou zijn, moet de nodige financiering worden verzekerd. In de derde postrichtlijn geeft de Europese Commissie enkele mogelijkheden om die financiering te verwezenlijken.

(*Frans*) De Commissie heeft nog geen antwoord gegeven op onze vragen. In die zin heeft deze resolutie een meerwaarde voor het regeringswerk.

(*Nederlands*) Tijdens de komende maanden zullen die mogelijkheden kritisch worden geëvalueerd. Wij zullen gerichte vragen stellen, technische discussies aangaan met de Europese Commissie en eventueel tegenvoorstellen doen. We willen een aanvaardbaar resultaat bekomen voor België. In dat licht zal de resolutie worden bekeken.

De **voorzitter**: Een verzoekschrift, getekend door 2.057 ondertekenaars, over een kwalitatieve postdienst werd ingediend.

Overeenkomstig artikel 142 van het Reglement wordt het verzoekschrift bij de Kamer ter tafel gelegd teneinde te worden gevoegd bij het debat over de voorstellen van resolutie betreffende de waarborging van een kwaliteitsvolle universele postdienst.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

02 **Voorstel van resolutie betreffende de terdoodveroordeling van vijf verpleegsters en een arts in Libië (2865/1-2)**

Zonder verslag

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2865/1+2)

De bespreking is geopend.

02.01 Richard Fournaux (MR): In het verlengde van de petitie met meer dan vijftigduizend handtekeningen die door de Nationale Federatie van Belgische verpleegkundigen werd ingediend als steun voor de strijd die in Libië wordt gevoerd door vijf Bulgaarse verpleegsters en een Palestijnse arts die ten onrechte ter dood werden veroordeeld, heb ik met een aantal collega's een resolutie ingediend.

De meeste democratische landen hebben de omstandigheden van het proces aan de kaak gesteld. In deze democratische assemblee is nagenoeg iedereen tegen de doodstraf gekant. Daarenboven is het echter ook onze plicht de verdediging op te nemen van personen die zich inzetten om de meest noodlijdenden bij te staan.

Ik dank mijn fractie en haar voorzitter, de heer Bacquelaine, en alle democratische fracties, voor het medeondertekenen van deze resolutie. Ik dank de voorzitter van de Nationale Federatie van Belgische verpleegkundigen, de heer Dumont, zijne excellentie de ambassadeur van Bulgarije en een collega Bulgaars Europees Parlementslid voor hun aanwezigheid in ons midden. (*Applaus*)

Het is onze verantwoordelijkheid als democraten rechtvaardige zaken te verdedigen en ik maak me sterk dat ik op uw massale steun voor deze resolutie zal kunnen rekenen.

02.02 Hilde Vautmans (VLD): De VLD is tevreden dat deze resolutie vandaag zal worden goedgekeurd. Het is een belangrijk signaal voor de Libische autoriteiten, naast de verklaringen van Kofi Annan en de petitie die door 40.000 Belgische verpleegkundigen werd ondertekend.

Wij zijn tegen de doodstraf. Landen die deze straf nog uitvoeren, moeten daarop worden gewezen bij elke ontmoeting. De doodstraf is wreed en onrechtvaardig, aangezien er enkel meer lijden door wordt gecreëerd. Het principe 'oog om oog, tand om tand' mag niet worden toegepast om misdaden te vergelden. De doodstraf kan bovendien niet meer ongedaan worden gemaakt indien later blijkt dat de terechtgestelde onschuldig was. Tot slot tonen cijfers aan dat het ontradende effect van de doodstraf klein is. De strafmaat is minder belangrijk dan de pakkans bij het plegen van een misdrijf.

Het eerste wetsvoorstel dat ik indiende, betrof de afschaffing van de doodstraf in België. We kunnen nu onze invloed aanwenden om de betrokkenen niet ter dood te brengen.

02.03 Valérie Déom (PS): Twee maanden geleden ongeveer vroeg ik de minister van Buitenlandse Zaken reeds hoe België zou kunnen reageren op de onrechtvaardige terdoodveroordeling van vijf Bulgaarse verpleegsters en een Palestijnse arts.

De onbillijkheid van het Libische gerecht heeft ons geschokt, net als het feit dat het gerechtelijk apparaat in Libië duidelijk voor politieke doeleinden gebruikt wordt, temeer daar Libië nu in ruil voor de vrijlating van die zes onschuldige mensen geld wil en de vrijlating vraagt van een gevangene die betrokken was bij de aanslag boven Lockerbie.

Met dit voorstel van resolutie vragen wij de regering alles te doen wat ze kan om ervoor te zorgen dat België en de Europese Unie de Libische autoriteiten ertoe aanzetten het proces over te doen en de betrokkenen een eerlijk, rechtvaardig en transparant proces te garanderen.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

02.04 De voorzitter: Mijnheer de ambassadeur, in uw aanwezigheid wil ik bevestigen dat er een aantal resoluties werden ingediend door de beoefenaars van een hoog aangeschreven beroep waarvoor ik veel respect heb: de verpleegkundigen.

03 Ontwerp van statuut van de leden van de Dienst Enquêtes van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (2871/1)**Bespreking**

De bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Marinower, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het ontwerp van statuut zal later plaatsvinden.

04 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (III) (2788/1-16)**Hervatting van de algemene bespreking**

De algemene bespreking wordt hervat.

De **voorzitter**: De heer Tant had in de loop van de namiddag een vraag voor minister Reynders. Die is nu aanwezig.

04.01 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De kwestie van de bevoegdheidsverdeling is in de commissie al uitvoerig besproken. Ik verwijs naar pagina's 4 en 5 van het verslag. Ik heb daaraan niets meer toe te voegen.

De **voorzitter**: Mijnheer Tant heeft zijn interpellatie ingetrokken, op voorwaarde dat ik zijn bedenkingen aan de minister zou voorleggen. Dat heb ik dan ook gedaan.

04.02 **Paul Tant** (CD&V): Het heeft namelijk geen zin hierover een interpellatie te houden, aangezien er over de moties pas volgende week zou kunnen gestemd worden, dus na de stemming over diverse bepalingen. De minister weet dat artikel 119 inzake de belasting op de kansspelen dezelfde materie regelt als een decreet van het Waals parlement uit 2003. Om het hem gemakkelijk te maken heb ik beide teksten naast elkaar geplaatst. Hoe kan het federaal parlement nu een regeling treffen als een ander parlement zich daarvoor al bevoegd geacht heeft?

04.03 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De Gewesten zijn sinds 1989 bevoegd voor de heffingen op de automatische ontspanningsmachines, maar de gewestelijke bevoegdheid omvat niet het vaststellen van de belastbare grondslag en van de administratieve procedure. Om die reden heeft de regering de Raad van State niet gevolgd. Het gaat overigens slechts om een louter formele wijziging.

04.04 **Paul Tant** (CD&V): De Raad van State heeft, in zijn advies over het oorspronkelijke voorontwerp een bevoegdheidsprobleem opgeworpen. Krachtens art. 3 §3 van de Gecoördineerde Wetten op de Raad van State moet de zaak in dat geval voorgelegd worden aan het Overlegcomité. Dat is niet gebeurd.

Bovendien heeft het Waals parlement, zoals gezegd, ondertussen een decreet aangenomen over nagenoeg dezelfde aangelegenheid en heeft ze die kwestie op analoge wijze geregeld. Dat betekent ofwel dat de federale overheid niet meer bevoegd is, ofwel dat zij een bevoegdheidsprobleem had moeten invoeren - wat niet gebeurd is.

Dit raakt ook de verantwoordelijkheid van de voorzitter. Gaat hij in deze omstandigheden een stemming over deze tekst toelaten?

04.05 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Wij hebben dat debat in de commissie gevoerd. De federale regering blijft bevoegd voor de materies die wij hier wijzigen. Het is niet omdat het Waals Parlement ter zake

een beslissing neemt, dat men de zaken anders mag beoordelen, temeer daar de twee andere parlementen die weg niet hebben bewandeld. Bovendien zorgt de bepaling niet voor moeilijkheden.

Ik kan er begrip voor opbrengen dat de standpunten uiteenlopen. Maar wij hebben duidelijk uitgelegd waarom wij het advies van de Raad van State niet volgen.

(Nederlands) Ik begrijp dat de heer Tant van mening verschilt met de regering, maar voor ons is het duidelijk dat de federale overheid bevoegd is en dat er dus geen beletsel is om hiermee door te gaan.

04.06 Paul Tant (CD&V): Ik wil nog aannemen dat het inderdaad over een federale bevoegdheid gaat, niettegenstaande het andersluidend advies van de Raad van State. Dat is mijn probleem niet. Maar van zodra een andere overheid - terecht of ten onrechte - zich voor dezelfde materie bevoegd heeft geacht, kan men toch niet zomaar over een nieuw wetsontwerp laten stemmen? De minister zou er dus goed aan doen deze artikelen terug te trekken. Dat zal natuurlijk niet gebeuren, want het is nu eenmaal een lijfregel van deze meerderheid dat wat de oppositie ook zegt, luisteren uit den boze is, zelfs al gaat het om een puur rationele uiteenzetting van feitelijkheden.

De **voorzitter**: De heer Tant kan zeker niet beweren dat de voorzitter niet naar hem heeft geluisterd.

04.07 Paul Tant (CD&V): En wat denkt de voorzitter zelf over deze aangelegenheid?

De **voorzitter**: Het is aan de minister om te antwoorden. *(Gelach)*

04.08 Minister Didier Reynders *(Nederlands)*: Ik begrijp zeker de verwijzing van de heer Tant naar een decreet van het Waals Gewest, maar hier gaat het om een louter formele aanpassing van een artikel. De verwijzing naar een wet die niet meer bestaat, wordt enkel vervangen door de correcte verwijzing naar de wet van 7 mei 1999 die de wet van 24 oktober 1902 heeft opgeheven. Er bestaat absoluut geen contradictie tussen de twee teksten. Het decreet van het Waals Gewest vormt dan ook geen enkel probleem voor de nieuwe federale wet.

04.09 Paul Tant (CD&V): Ik ben blij dat de minister erkent dat het decreet dezelfde aangelegenheid - weliswaar op een analoge manier - regelt. Hij erkent ook de facto de bevoegdheidsoverschrijding die de Raad van State aanklaagt. Wat belet de minister om zijn ontwerp terug te trekken en naar het Overlegcomité te gaan om uit te maken wie hier wetgevend moet optreden? Dit is volgens de gecoördineerde wetten op de Raad van State trouwens een verplichting.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2788/16)

Het wetsontwerp telt 165 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 92

- 3 *Luc Goutry cs* (2788/6)

Art. 93

- 4 *Luc Goutry cs* (2788/6)

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

Beroep op het Reglement

De **voorzitter**: De conferentie van voorzitters en ikzelf hebben beslist dat de schoolvakantie rond Pasen voor wat de Kamer betreft zal worden beperkt. Ik ben niettemin van oordeel dat de Kamer van volksvertegenwoordigers binnen een redelijke termijn, die voldoende tijd biedt om een degelijke bespreking van de teksten mogelijk te maken, over de wetsontwerpen die de regering nog voor de ontbinding wil laten goedkeuren, moet kunnen beschikken.

De regering moet haar achterstand bij het beantwoorden van de schriftelijke vragen inlopen.

Beide aangelegenheden zullen regelmatig worden geëvalueerd om na te gaan of er sprake is van wederzijdse inspanningen. Hierover bestond gisteren een consensus op de Conferentie van voorzitters. Ik zal dit ook meedelen in een brief aan de premier.

05 Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties – Ingediende kandidaturen voor één mandaat van plaatsvervangend lid (N)

In het *Belgisch Staatsblad* van 11 januari 2007 verscheen een oproep tot kandidaten voor één mandaat van Nederlandstalig plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties ingevolge het ontslag van een vast lid.

Volgende kandidaturen werden ingediend:

- de heer Johan Detraux, onderzoekspsycholoog Universitair Psychiatrisch Centrum Leuven en voorzitter van de Studie- en Adviesgroep Sekten;
- de heer Geert Morlion, professor pastoraaltheologie aan het Grootseminarie te Brugge en diocesaan verantwoordelijke voor het permanent diaconaat in het bisdom Brugge.

Het te verkiezen lid wordt met een tweederde meerderheid van de stemmen door de Kamer aangewezen.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 7 februari 2007, stel ik u voor over te gaan tot de geheime stemming op donderdag 15 februari 2007.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

06 Verzending naar een andere commissie

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 7 februari 2007, stel ik u voor de artikelen 85 tot 96 van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (IV) (nr. 2873/1) te verwijzen naar de commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht.

Deze artikelen werden vroeger verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting.

Op aanvraag van de regering stel ik u voor het wetsontwerp tot vaststelling van een juridisch kader voor bepaalde verleners van vertrouwensdiensten (nr. 2802/1), te verwijzen naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven.

Dit wetsontwerp werd vroeger verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

07 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de heer Philippe Monfils betreffende therapeutische experimenten op zwangere en lacterende vrouwen (nr. 2884/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing;
- het voorstel van resolutie van mevrouw Corinne De Permentier, de heren François Bellot en Olivier Chastel, de dames Valérie De Bue en Camille Dieu en de heren Hans Bonte, Thierry Giet en Charles Michel betreffende het gebruik door motorfietsen van de voor de bussen bestemde rijstroken (nr. 2897/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven;
- het wetsvoorstel van de dames Valérie Déom en Anne-Marie Baeke, de heer Alain Mathot en mevrouw Karine Lalieux tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde voor de auteursrechten en de naburige rechten een aparte belastingregeling in te voeren (nr. 2898/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Financiën en de Begroting;
- het wetsvoorstel van de heer Guy Swennen en mevrouw Magda De Meyer tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om het bevallen in discretie mogelijk te maken (nr. 2900/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Justitie.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

08 Urgentieverzoek vanwege de regering

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende bepalingen inzake huisvesting (nr. 2874/1).

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

Naamstemmingen

09 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van :

- de heer Pieter De Crem over "het uitblijven van het KB tot uitvoering van de wet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen met het oog op de uitvoering van het principe van de eenheid van loopbaan" (nr. 999)
- de heer Patrick De Groote over "de berekening van pensioenen" (nr. 1001)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Sociale Zaken van 30 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT n(999/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt en de heren Pieter De Crem en Patrick De Groote;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Pierrette Cahay-André, Annemie Turtelboom, Greet van Gool en Danielle Van Lombeek-Jacobs en de heer Mohammed Boukourna.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 1)		
Ja	73	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	116	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

09.01 David Lavaux (cdH): Ik heb een stemafpraak met mevrouw Camille Dieu.

09.02 Katrien Schryvers (CD&V): Ik heb een stemafpraak met de heer Bart Tommelein.

09.03 Theo Kelchtermans (CD&V): Ik heb een stemafpraak met de heer Yvon Harmegnies.

09.04 Greta D'hondt (CD&V): Ik heb een stemafpraak met de heer Hans Bonte.

10 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Luc Sevenhans over "interferenties van zijn kabinet in de dagelijkse leiding van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers (NIOOO)" (nr. 1004)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing van 30 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1004/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Luc Sevenhans, Koen Bultinck en Jan Mortelmans;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Marie-Claire Lambert, Hilde Dierickx, Maya Detiège en Colette Burgeon en door de heer Miguel Chevalier.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 2)		
Ja	77	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	119	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

10.01 Patrick De Groote (N-VA): Ik heb een stemafpraak met de heer Jacques Germeaux.

10.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Met dank aan de N-VA voor het behalen van het quorum.

11 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Pieter De Crem over "het hacken van de website van Landsverdediging" (nr. 998)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Landsverdediging van 30 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 998/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Pieter De Crem;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Ingrid Meeus en de heren Yvon Harmegnies en Cemal Cavdarli.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 3)		
Ja	77	Oui
Nee	37	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	119	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

De **voorzitter**: De dames Gerkens en Genot hebben tegengestemd.

12 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (III) (2788/6)

Stemming over amendement nr. 3 van Luc Goutry cs. tot weglating van artikel 92. Wij stemmen dus over het behoud van het artikel. (2788/6)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	39	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg is artikel 92 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 4 van Luc Goutry cs. tot weglating van artikel 93. Wij stemmen dus over het behoud van het artikel. (2788/6)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 4)

Bijgevolg is artikel 93 aangenomen.

13 Geheel van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (III) (2788/16)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	9	Non
Onthoudingen	35	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

14 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde de termijn te verkorten die moet verlopen alvorens een achtergelaten hond kan worden geadopteerd (2394/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

15 Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1, 35 en 39 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde de strafmaat te verhogen in geval van dierenmishandeling en seks met dieren te verbieden (2823/5)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	87	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	34	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden teruggezonden.

16 Wetsontwerp met betrekking tot de kosteloze borgtocht (2730/4)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	121	Total

16.01 François-Xavier de Donnea (MR): Ik heb ja gestemd.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

17 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 maart 2003 tot instelling van een basisbankdienst (2775/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 8)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

18 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (2710/5)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

18.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Onze onthouding is ingegeven door het feit dat de tekst geen garantie biedt dat de Gewesten worden betrokken bij het uitwerken van oplossingen voor de problemen waar de verbruikers nu of in de toekomst mee te maken kunnen krijgen. We hadden liever gehad dat de tekst duidelijker was opgesteld zodat de bevoegdheden binnen die ombudsdienst beter zouden afgebakend zijn.

19 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende de procedure inzake indiening van Europese octrooiaanvragen en de gevolgen van deze aanvragen en van de Europese octrooien in België (2747/4)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

20 Wetsontwerp tot wijziging van de regeling betreffende de aflevering van het uitvindingsoctrooi en het takssysteem inzake uitvindingsoctrooien en inzake aanvullende beschermingscertificaten (2756/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 10)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

21 Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (2836/4)

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	13	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

22 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van De Post en tot wijziging van de wet van 26 december 1956 op de postdienst (2780/5)

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

23 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (2781/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 12)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

24 Voorstel van resolutie betreffende de waarborging van een kwaliteitsvolle universele postdienst (2383/7)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 12)

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

25 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp betreffende de bekrachtiging van bepaalde koninklijke besluiten (2839/1-3)

Stemming over amendement nr. 1 van Jan Mortelmans cs op artikel 2.(2839/2)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	17	Oui
Nee	85	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 2 aangenomen.

26 Geheel van het wetsontwerp betreffende de bekrachtiging van bepaalde koninklijke besluiten (2839/1-3)

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

27 Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren (nieuw opschrift) (2858/4)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

28 Voorstel van resolutie betreffende de terdoodveroordeling van vijf verpleegsters en een arts in Libië (2865/1)

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	121	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

29 Statuut van de leden van de Dienst Enquêtes van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (2871/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 16)

Bijgevolg neemt de Kamer het statuut aan.

30 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 21.17 uur. Volgende vergadering woensdag 14 februari om 14.15 uur.